



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti **Socialiste unifié**

N° 88

10 FEVRIER 1962

PRIX : 0,40 NF

RIPOSTER A LA GUERRE D'USURE

6 Février 1962...

LORSQU'ON parle de l'O.A.S. et de son action, deux erreurs doivent être évitées.

L'une est celle du pouvoir gaulliste. Les Français apprennent chaque jour par la presse et par la radio les attentats, les plastiquages, les enlèvements, les vols d'armes, les désertions d'officiers. Ils ont eu, lundi, la surprise d'entendre de Gaulle affirmer imperturbablement : « Jamais notre vie politique et sociale ne fut en réalité plus calme que pendant cette période » (les quatre ans de son régime). Si gaulliste inconditionnel soit-il, le député U.N.R. Mainguay, récemment enlevé, a tout de même dû en avoir le souffle coupé. Sous l'ancien « système », il courait moins de péris. Les Français ont appris également que les conspirateurs (car l'O.A.S. n'est jamais nommée dans les



...l'Université française s'est mobilisée

par

Robert VERDIER

discours présidentiels) ne font rien d'autre que « provoquer quelques alarmes en France dans certains milieux restreints ». On se demande ce que pense de cette appréciation le ministre de l'Intérieur.

L'autre erreur consiste à subir « l'intoxication » des officiers déserteurs et de leur « action psychologique », à exagérer les forces actuelles de l'O.A.S., et surtout à raisonner uniquement sur l'hypothèse d'un coup de force et sur ses chances de succès, à ne concevoir d'autre action de résistance que sous la forme de la préparation de la riposte à cette tentative.

Une telle éventualité ne doit sans doute pas être écartée. Mais elle ne doit pas non plus faire oublier la nature présente du danger et les atouts sur lesquels compte l'O.A.S.

Celle-ci livre une guerre d'usure. Elle a tout intérêt à faire durer la situation d'aujourd'hui, à retarder la conclusion de l'accord franco-algérien, à maintenir en place avec ses faiblesses le régime qui a offert tant de facilités à son développement et lui a permis de s'assurer tant de complicités, à accroître dans tous les milieux le sentiment d'insécurité. Elle a repris à son compte la méthode qui a si bien réussi aux gaullistes en 1958 : en s'appuyant sur les Européens d'Algérie, sur la crainte de voir « basculer » l'armée ou une partie de l'armée, sur un « attentisme » généralisé, elle veut faire peser la menace de la guerre civile. Elle compte briser toute volonté de résistance.

D'un autre côté, dans l'opposition de droite au régime, parmi les déçus de 1958, ceux que de Gaulle vient d'appeler « les politiciens disponibles », si on se garde d'approuver les méthodes de violence, on se garde également de les condamner. On espère pouvoir, si la pression de l'O.A.S. devient plus forte, si l'opinion se trouve affolée et mise en condition, tirer parti de cette situation pour offrir un « compromis » du type union nationale qui serait présenté comme le seul moyen d'éviter la guerre civile et de « combler le vide » que le régime aura créé lui-même par son impuissance et son aveuglement.

C'est bien pourquoi tout se tient : la lutte pour la conclusion rapide de la négociation franco-algérienne, la lutte contre le régime, les mesures pratiques de défense et de refonte, l'action pour dénoncer toutes les complicités plus ou moins avouées qui font le jeu de l'O.A.S., et surtout l'organisation d'une coalition populaire prête à assurer la succession.



(Photos Agf.)

L'O.A.S.

SES CHEFS

SES TROUPES

SES COMPLICES

(EN PAGES 5, 6, 7, 8.)

L'ENLEVEMENT D'UN DEFENSEUR DES ALGERIENS DANS L'EXERCICE DE SA PROFESSION

Les avocats P.S.U., très émus de l'enlèvement de leur confrère, Mme Glaymann, ont protesté contre cet attentat.

Judi dernier, six membres du Comité de Vigilance des juristes républicains ont été reçus par le directeur du cabinet du garde des Sceaux et lui ont demandé d'agir d'urgence et énergiquement. C'était notre camarade Dorneau qui représentait le P.S.U.

Notre anxiété a pris fin, car M^e Glaymann a été retrouvée. Mais le problème de la défense des Algériens devient de plus en plus insoluble et angossant.

Cl. W.

Le billet de Jean Binot

Aveux spontanés

M. RENE CAPITANT, gaulliste « de gôche », n'y va pas de main morte...

Voici tout de go ce qu'il écrit : « Le mouvement de lutte contre l'O. A. S. exige (...) que les ministres soient non seulement à l'abri de tout soupçon de complicité avec l'O. A. S., mais en outre animés de la volonté incontestable et intransigeante d'engager et de mener jusqu'à son terme la lutte contre les factieux. Or (...) si les républicains font confiance au général de Gaulle, ils éprouvent une certaine méfiance à l'égard de son gouvernement. »

Vous avez bien lu : des ministres qui ne seraient pas à l'abri de tout soupçon, et des républicains qui feraient confiance au général, en général, mais non à son gouvernement en particulier — une « certaine » méfiance... ou une méfiance certaine ?

On ignore naturellement de quel ministre — ou de quels ministres — il peut être question ; sans doute l'arrestation du tueur Castille, l'homme du bazooka, suggère-t-elle à M. Capitant « certaines » reminiscences ?

Et voici justement qu'un député U.N.R. propose de bannir, comme l'a prévu la loi, tous les complices de l'O.A.S.

Cet inconditionnel jusqu'au-boutiste serait prêt à passer aux gaullistes « de gôche » que cela ne nous surprendrait pas. Toutefois, et compte tenu, comme dit l'autre, de ce qu'a écrit M. Capitant, il y aura bientôt des marquins sans titulaires.

Le Club des Jacobins répond à Guy Mollet

Le Comité directeur jacobin :

— Rappelant que le Club des Jacobins a de nombreux adhérents, notamment au P.S.U. et à la C.F.T.C. ;

— Après avoir pris connaissance du discours de M. Guy Mollet, secrétaire général de la S.F.I.O., lors d'une réunion tenue à la mairie de Puteaux ;

— Constate que ces déclarations — tant sur le fond que dans la forme — contredisent les intentions de l'appel lancé le 27 janvier 1962 à toutes les organisations démocratiques de gauche « pour la lutte contre l'O.A.S. et la paix négociée en Algérie » et risquent de détruire les chances de regroupement des forces politiques et syndicales de la gauche non-communiste contre l'O.A.S.

En conséquence, le Comité directeur jacobin décide de suspendre la participation audit Comité.

1er février 1962

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

LA PERLE

POURQUOI le général de Gaulle a-t-il prononcé son discours de lundi dernier ?

On savait — et pour une fois on l'avait officieusement annoncé à l'avance — qu'il ne pourrait encore faire d'importantes révélations sur la négociation franco-algérienne.

On se doutait que sur l'O.A.S. il maintiendrait son attitude de haute indifférence, proche de l'inconscience.

Bien sûr, comme toujours, nous trouvons dans ce discours quelques formules de nature à réjouir Jean-François Revel, l'auteur de la spirituelle étude sur « Le style du Général ». Nous avons appris en effet que « les médiocrités ne paraissent que ce qu'elles sont » — que notre rénovation doit s'accomplir « sans que la France cesse d'être la France » — que « nous approchons de l'objectif qui est le nôtre » — que « la barre est fermement tenue, que les passagers restent confiants et que nous voguons à pleines voiles vers les buts que nous nous sommes fixés », déclarations aussi remarquables par la précision de la pensée politique que par l'originalité littéraire.

Reconnaissons pourtant, au sujet de l'Algérie, qu'une phrase assez précise mérite d'être relevée : « Nous nous tenons prêts à reconnaître, sans aucune restriction, ce qui ne manquera pas de sortir de l'autodétermination, c'est-à-dire un Etat souverain et indépendant ». C'est la première fois qu'il est aussi clairement reconnu du côté du gouvernement français qu'on ne peut plus avoir le moindre doute sur le résultat du scrutin d'autodétermination. Le pas est maintenant officiellement franchi. Les deux autres options envisagées en 1959 n'ont plus qu'une valeur théorique.

Encore faut-il ajouter que l'indépendance n'est plus baptisée sécession. Le « dégageant » aussi paraît abandonné. De Gaulle admet maintenant que, même avec une Algérie souveraine et indépendante, il peut y avoir une coopération entraînant pour nous des « charges nombreuses et onéreuses ».

Quelles sont les conditions posées à cette collaboration ? On doit convenir qu'en l'état actuel de la négociation, il serait vain de chercher à interpréter les formules employées par de Gaulle. Tout est maintenant affaire de modalités d'application. Il faut attendre que nous soient révélés les détails des conventions.

La mise au point de celles-ci sera encore l'objet de marchandages. Et sans doute de Gaulle a-t-il voulu, sans lancer à proprement parler un ultimatum, tenter une dernière pression sur le G.P.R.A. lorsqu'il a dit : « Le moment est proche où la France publiera dans le détail ce qu'elle propose et ce qu'elle offre ». Une telle phrase, si elle avait été prononcée dans d'autres circonstances et par un autre homme que de Gaulle, n'aurait en elle-même rien d'inquiétant. Mais, en quatre ans, nous avons assisté à trop de manœuvres et de ruses, nous avons fait trop d'expériences de son funeste et vain machiavélisme, pour

ne pas redouter encore une opération fondée sur l'espoir d'un retournement de l'opinion algérienne et internationale en faveur de la France.

Si l'on excepte les quelques paragraphes courts consacrés à l'Algérie et à la situation intérieure, l'essentiel du discours concerne les relations de la France avec ses alliés. Il apparaît du même coup comme une réponse indirecte aux convives du déjeuner ou dîner de l'Alma. « Les étouffements, les aigreurs » dénoncés dans ce discours visent sans nul doute Pinay, Mollet, Maurice Faure, Colin.

Tout le monde en effet avait remarqué que la rencontre de l'Alma était due à l'initiative de M. Pierre Uri, ancien fonctionnaire des organismes de l'Europe des Six, actuellement représentant d'une importante banque américaine. Les personnages réunis ont toujours été de fervents partisans d'une intégration européenne très poussée et d'un renforcement de l'alliance atlantique. Ils avaient souvent exprimé leurs critiques à l'adresse de la politique extérieure gaulliste. Aux yeux du président de la République, la rencontre de l'Alma a pris l'allure d'une intrigue inspirée autant par les considérations de politique internationale que par la situation intérieure française.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que de Gaulle paraît peu se soucier de composer avec cette forme d'opposition. Il n'a pas le moins du monde songé à ménager le M.R.P., le plus « européen » des partis, qui est pourtant un des éléments de sa majorité et qui compte encore des représentants dans son gouvernement.

Les allusions méprisantes à la doctrine qui a jusqu'ici orienté toute la construction de l'Europe des Six sont nombreuses. Par exemple : « Nous nous appliquons activement à faire sortir l'union de l'Europe du domaine de la technocratie et de l'idéologie, pour la faire entrer dans celui de la réalité ».

De même, l'accent a été mis par de Gaulle, et très fortement, sur sa volonté d'avoir sa propre force militaire, notamment sa « force de frappe » et de s'opposer à toute formule dite « d'intégration » : « Sans doute parce que maintenant nous marquons une volonté, édifions une force, déployons une politique qui sont les nôtres, ce cours nouveau ne laisse-t-il pas de contrarier le réseau des conventions antérieures qui nous assignait un rôle de nation dite intégrée, autrement dit, effacée ».

Bref, de Gaulle veut bien l'alliance atlantique, il veut bien une Europe unie, mais selon ses conceptions propres, dans le cadre d'un nationalisme traditionnel. Il discute des méthodes plus que de l'orientation générale, si ce n'est qu'il trouve les Américains et les Anglais trop enclins à rechercher la négociation avec Moscou.

Le discours signifie avant tout que de Gaulle, ayant utilisé Pinay, Mollet, et autres « européens » pour couvrir son accession au pouvoir, est bien décidé à les envoyer promener et à ne tenir aucun compte de leurs critiques sur sa politique extérieure. C'est en cela surtout que le débat nous intéresse : les partis de la IV^e

République qui ont apporté leur caution à de Gaulle, se voient chaque jour davantage privés des moyens de justifier leur gaullisme. Ceci peut contribuer à une évolution, notamment dans la S.F.I.O. et même au M.R.P. C'est si vrai que la plupart des hommes politiques auxquels la presse a demandé leurs impressions se sont prudemment limités aux passages ayant trait à l'Algérie.

Tout discours du général de Gaulle comportant une bonne part d'auto-félicitation et d'autosatisfaction, on ne saurait oublier cette phrase : « Pourquoi, dans le même temps où apparaît notre réussite, irions-nous nous décourager, imitant ce pêcheur qu'évoqua Shakespeare et qui, ayant trouvé une perle et effrayé de la voir si belle, la rejetait à la mer ? »

Tout le monde a compris quelle est la perle que le peuple de France a la chance d'avoir trouvée.

Paul LUQUET.

COMMUNIQUÉ DU P. S. U.

ENFIN, trois ans après son accession au pouvoir, de Gaulle pose les conditions de la paix en Algérie dans les termes où elles n'ont cessé de se poser réellement depuis des années. Il reconnaît le caractère inévitable de la souveraineté et de l'indépendance de l'Etat algérien. Bien qu'il croie encore utile de maintenir la vague menace d'une « autre issue », il faut dire avec force qu'un pareil langage aurait, depuis trois ans et demi, permis d'ouvrir les négociations officielles auxquelles il semble prélever.

Mais de Gaulle préfère minimiser le danger de l'O.A.S., ce qui rend d'ailleurs plus impardonnable encore le temps qu'il a perdu par peur des réactions de l'armée. En fait, cette menace est réelle, chacun le sait en France et à l'étranger, mais c'est de Gaulle qui en est en grande partie responsable, car elle n'a pu se développer que grâce au temps qu'il a perdu et à ses ménagements pour les factieux.

Les forces qui l'ont porté au pouvoir le 13 mai voulaient empêcher la paix par l'indépendance de l'Algérie. Par sa faute, elles sont aujourd'hui plus fortes qu' alors. Elles s'apprêtent à tenter l'impossible pour imposer leur loi.

Il ne suffit pas, pour les tenir en échec, de chercher à séduire l'armée en lui promettant une politique extérieure militariste et nationaliste. Il ne suffit pas de brandir les foudres d'un pouvoir dont tant d'événements ont montré la faiblesse. Il ne suffit pas de traiter avec mépris l'action des démocrates en invitant les « passagers » à « rester à leur place ».

Au contraire, l'issue qui devient aujourd'hui vraisemblable fait prévoir un affrontement dans les jours à venir. C'est des énergies populaires beaucoup plus que des volontés ou velléités d'un régime truffé d'éléments douteux que dépendent la paix et la victoire sur le fascisme.

6 février 1962.

Hold-up en séries

LA MANNE

CENT millions : tel est, en chiffres ronds, le total des prélèvements opérés par l'O.A.S., après les hold-up en cascade exécutés sans coup férir en Algérie durant la semaine écoulée. Si l'on ajoute, par la pensée, à ces cent millions le produit des « cotisations » acquittées plus ou moins volontairement par l'industrie, la banque et le négoce outre-Méditerranée (et probablement de ce côté-ci, quelquefois), l'on doit attendre un joli denier : autant dire la manne !

Faut-il souligner que pareille réussite fournit, outre les subsides dont l'O.A.S. a besoin, l'exacte mesure de son impunité. L'efficacité de la lutte entreprise par le pouvoir en Algérie est soulignée de

façon concrète : MM. Ailleret, Morin et autres pseudo-préfets de police ont, comme on l'exprime très vulgairement, tout à fait bonne mine.

Mais quel usage l'O.A.S. peut-elle faire de tout cet argent prélevé ou raflé ? La question passera pour naïve ; elle l'est un peu moins qu'il n'y paraît.

D'abord, il faut assurer la solde, ainsi que les indemnités, afférentes à tous les officiers et sous-officiers qui ont pris congé de leur régiment et dont il semble que la liste soit plus longue que le pouvoir ne consent à le reconnaître.

Il faut aussi payer les tueurs. Il faut garder sous la main, et sans cesse accrus, les moyens de

corrompre et de séduire — car la menace ne suffit pas à tout.

Et puis, et puis, que l'on m'excuse : mais si les patriotes de l'O.A.S. n'étaient pas intégralement des philanthropes... s'ils étaient, par exemple, soucieux de pouvoir mettre toujours du beurre dans leurs épinards ? Et s'ils étaient, à l'occasion, un petit peu gangsters ?

Car le fascisme et le nazisme plongeaient leurs racines dans les milieux les plus divers, et notamment le « milieu » tout court. Nos fascistes à nous, nos nazis, ne seraient, à cet égard, comme aux autres, que des imitateurs — et dès à présent, la ressemblance est frappante.

Edmond FOURNIER.

MOTIONS ADOPTÉES

PAR LE

COMITE POLITIQUE NATIONAL DU P.S.U.

I. - La lutte contre l'O.A.S.

L'O.A.S. et le terrorisme sont nés en Algérie de la prolongation de la guerre et de l'attitude équivoque du pouvoir gaulliste. En raison des faiblesses du régime et par suite des lenteurs de la négociation, ils sont passés d'Algérie en France. En Algérie même, l'O.A.S. a pu renforcer très considérablement son emprise sur la population européenne, sur les administrations et sur une partie de l'armée. Tout nouveau retard dans la conclusion d'un accord sur la fin des hostilités fait le jeu de la conspiration fasciste. Les partisans de l'« Algérie française » n'ont plus l'espoir de faire triompher leur cause. Les fascistes savent qu'ils ne peuvent, dans l'état actuel des choses, l'emporter en France dans une bataille ouverte. Aussi, les uns et les autres ont-ils actuellement pour objectif de faire durer la situation actuelle ; la prolongation de la guerre, la confusion politique, la décomposition du régime, la désunion de leurs adversaires, sont les armes politiques des hommes de l'O.A.S.

Aussi voit-on se développer simultanément deux manœuvres :

— l'une en vue d'exercer sur le pouvoir des pressions tendant à retarder la conclusion d'un accord sur le cessez-le-feu : campagne en faveur du partage, exigences sur les modalités de la coopération et de l'association entre la France et l'Algérie, prise de position de certains chefs militaires en faveur de la présence permanente de l'armée française en Algérie comme garantie de l'exécution des traités, etc. ;

— l'autre en vue d'entraver l'union des forces populaires et de leurs organisations politiques et syndicales afin d'offrir comme seule protection contre le danger de guerre civile et comme seule solution de remplacement du régime gaulliste, une combinaison qui, sous l'étiquette d'« Union nationale », aboutirait à un compromis avec l'O.A.S.

C'EST pourquoi le P.S.U. estime plus que jamais nécessaire :

— de lier la lutte contre l'O.A.S. à la lutte pour la fin rapide de la guerre d'Algérie ;

— de dénoncer les dangers d'une prétendue « Union nationale » qui préparerait à la fois un retour aux mœurs politiques de la IV^e République et de nouveaux progrès du fascisme ;

— de continuer sa lutte contre le régime gaulliste dont les atterroissements et les faiblesses ont permis le développement de l'O.A.S. ;

— de poursuivre son action pour réaliser l'union la plus large de toutes les organisations politiques et syndicales qui se sont prononcées en faveur d'un accord avec le G.P.R.A. et contre l'O.A.S.

Cette union n'a pu encore être réalisée malgré les efforts du P.S.U.

Pour surmonter les difficultés qui subsistent, le P.S.U. avait proposé qu'un comité technique de lutte anti-O.A.S., sans implication politique, fut constitué avec le soutien de la F.E.N., de la C.F.T.C., de l'U.N.E.F., de F.O., du P.S.U., de la S.F.I.O., ce comité devant coordonner son action avec celle du P.C. et de la C.G.T. dans le domaine de la lutte contre l'O.A.S.

Cette initiative n'a pu obtenir, par suite du refus de la S.F.I.O. et de F.O., d'envisager, même sous cette forme, une coordination des actions avec le P.C. et la C.G.T.

Cependant, le P.S.U. constate que cette recherche de l'union la plus large répond à la fois aux nécessités de la situation et aux aspirations des masses populaires. Dans un nombre sans cesse plus grand de départements se constituent, sur une base très large, des comités qui se fixent pour objectif des actions précises en vue de la lutte contre l'O.A.S. et de la défense des organisations et des citoyens.

Il constate également qu'un autre progrès a été réalisé : ceux-là mêmes qui refusent aujourd'hui toute action commune avec le P.C.F. admettent qu'en cas de coup de force cette action commune serait inévitable et nécessaire. Aussi, le P.S.U. entend-il maintenir ses contacts avec toutes les organisations syndicales et avec les partis politiques dont l'union est déjà réalisée dans de nombreux départements. Il continuera, par ses moyens propres et sans attendre le résultat de difficiles accords nationaux, de prendre toutes les initiatives susceptibles de faire progresser l'action unie des masses.

Le P.S.U. estime en effet que la lutte contre l'O.A.S. ne saurait être envisagée uniquement sous la forme d'une riposte à un coup de force. Cette lutte doit être menée immédiatement sous la forme d'une action des masses populaires tendant à mettre un terme aux efforts de l'O.A.S. pour démoraliser toute résistance, pour accroître la confusion créée par le régime gaulliste, pour se présenter comme une organisation de « patriotes démocrates ».

LA lutte contre l'O.A.S. impose donc des ripostes immédiates. Aussi, sans attendre que soit enfin réalisée sur le plan national l'union la plus large, le P.S.U. propose aux Confédérations syndicales (F.E.N., C.F.T.C., C.G.T., F.O., U.N.E.F.), à la S.F.I.O. et au P.C. ainsi qu'à toutes les organisations avec lesquelles il entend se tenir en contact, d'agir dès à présent dans le même sens en envisageant certaines actions pour répondre avec efficacité à la lutte entreprise par l'O.A.S. et affirmer la volonté de résistance des forces populaires.

Il propose notamment :

— de démasquer, d'isoler et d'intimider, dans chaque département et dans chaque localité, les

fascistes et les hommes politiques complices de l'O.A.S. ;

— de faire des démarches auprès des élus (parlementaires, conseillers généraux, conseillers municipaux) pour leur demander de condamner publiquement et formellement l'O.A.S., de dénoncer ceux qui refuseraient de le faire ;

— de protéger les citoyens menacés et leurs biens, les locaux et les permanences des organisations ;

— d'organiser des contre-manifestations à l'occasion de chaque incident provoqué par l'O.A.S. ;

— de préparer la protection des services et administrations, tels que postes et relais de radio et de télévision, stations de l'E.D.F. et du G.D.F., moyens de transport, etc. ;

— de prévoir dès maintenant les mesures à prendre pour entraver la liberté de mouvement des organisations fascistes en cas de coup de force ;

— de développer les moyens de renseignements ;

— d'établir dans les unités militaires des liaisons avec les soldats du contingent et avec tous ceux qui sont prêts à résister aux tentatives pour entraîner une partie de l'armée dans une action éventuelle de l'O.A.S.

Cette action, qui peut revêtir d'autres formes encore, doit avoir pour but de susciter un mouvement de résistance populaire, d'isoler les hommes de l'O.A.S. et de les paralyser.

Le P.S.U., pour sa part, donne à ses militants et à ses sympathisants des instructions pour mettre immédiatement en application ces formes d'action et pour prendre les mêmes initiatives de coordination sur le plan local et sur le plan départemental.

Paris, le 4 février 1962.

II. - Les élections partielles

Dans sa réunion du 4 février 1962, le Comité politique national a adopté la résolution suivante :

Le Comité politique national rappelle, à l'occasion d'élections partielles récentes, qu'en dehors du cas d'un accord réalisé sur le plan national entre diverses formations de gauche sur un programme commun, les organisations fédérales et locales du parti doivent présenter au premier tour, là où elles le peuvent, les positions propres du parti. En aucun cas, l'appel à voter pour un autre parti, sans aucune condition de programme, ne saurait se justifier.

Les assises de la Ligue d'Action pour le rassemblement antifasciste

par Claude BOURDET

LE 11 février, se tiennent à Paris les assises de la « Ligue d'action pour le rassemblement antifasciste ».

On sait que cette Ligue a été fondée au mois de décembre à la suite d'une initiative prise par Jean-Paul Sartre, Laurent Schwartz et J.-P. Vigier. Dès le début, tout l'intérêt de cette Ligue et les problèmes qu'elle allait poser sont apparus nettement. Parmi ses trois premiers fondateurs, l'un était P.S.U. — Schwartz — l'autre communiste — Vigier — le troisième sans appartenance de parti — Sartre. Et dès les premières réunions, il a été clair en effet que ses animateurs se recruteraient parmi les membres du P.S.U. et du Parti communiste et les « inorganisés » les plus actifs. Dans les milieux intellectuels où la Ligue a pris naissance, ce sont là en effet les seules forces dynamiques de la gauche, et le principe de l'union sans exclusive, ainsi adopté par tous, paraissait pouvoir marquer une étape et servir d'exemple pour des regroupements plus larges.

Toutefois, si, dès l'abord, la Ligue a suscité un vif intérêt dans les milieux universitaires, etc., et a reçu l'appui du P.S.U., la direction du Parti communiste a réagi diffé-

remment. Un premier article de l'Humanité a paru jeter l'anathème sur la Ligue et on a pu penser que ses membres communistes, au moins les plus influents d'entre eux, se retireraient. Il n'en a pourtant rien été — et c'est déjà là un grand progrès qui montre que, malgré tout, la direction du P.C.F. est obligée de consentir à ses membres une liberté croissante. Aussi bien, y a-t-il, pour la direction du P.C.F., certaines impossibilités. Malgré son mauvais vouloir, il lui est difficile de saboter entièrement une initiative qui apparaît comme la seule entreprise d'unité d'action sans exclusive à l'échelon national. Il est donc important que les intellectuels communistes qui ont pris part à la fondation de la Ligue aient compris que, s'ils tenaient bon, on ne pourrait rien faire contre eux.

D'où vient l'hostilité de la direction communiste ? De plusieurs raisons, dont les unes sont compréhensibles, les autres franchement inadmissibles. Comme d'habitude, le P.C. ne veut pas voir une initiative quelconque être prise en dehors de lui. Sans doute ici des communistes sont au premier plan : mais ce ne sont pas, en général, ceux qui sont en odeur de sainteté au 44. Et la présence de dirigeants du P.S.U. et d'hommes comme

Sartre n'inspire pas davantage de confiance à l'équipe thorézienne. Il faudra bien pourtant que les dirigeants communistes s'habituent à ce genre de situation : cela ne fait que commencer.

D'autre part, le P.C. craint de voir la Ligue chercher à « s'emparer » des « comités antifascistes » qu'il a montés et qu'il contrôle dans de nombreuses localités et entreprises. Il voudrait voir la Ligue se confiner au plan des intellectuels où elle sera moins gênante et où, de toute façon, les militants communistes sentent tous un peu le fagot du point de vue de la direction du P.C. Cette crainte-là est compréhensible, mais exagérée. D'une part, encore que la Ligue refuse de se laisser enfermer dans le « ghetto » intellectuel, il est bien évident que c'est dans ces milieux, chez les enseignants et les étudiants, dans les hôpitaux et les professions libérales, qu'elle développera son action pendant toute une première période. Et à supposer qu'après ses assises, elle décide d'aller plus loin et de s'étendre à d'autres professions, il est bien clair que les comités antifascistes contrôlés par le P.C. n'adhéreront pas à la Ligue si le P.C. le leur interdit ; ce complexe d'infériorité est donc absurde. Ce qui est vrai,

c'est que certains comités mieux équilibrés, où les communistes ne tiennent pas tous les leviers de commande, pourront préférer se fédérer dans une organisation indépendante comme la Ligue. Mais, si cela se fait, où sera le mal, et l'unité d'action ne fera-t-elle pas ainsi de grands progrès ?

Comme tout cela est fort logique et compréhensible, et comme les dirigeants communistes l'ont certainement compris, on peut penser — plusieurs indices le montrent — que, malgré le nouvel article de Léo Figuière dans l'Humanité du 6 février, ils ont renoncé à étouffer la Ligue et chercheront donc maintenant à y envoyer leurs militants nombreux. C'est déjà un progrès, et qu'il faut encourager. De notre côté, nous ne saurions trop engager nos camarades du P.S.U. de la région parisienne et de province à organiser des délégations pour ces assises ou à venir individuellement. Le brassage qui va se produire au cours de ces journées peut être un élément capital dans la création d'un climat tonique et nouveau de coopération de la gauche et de lutte contre le fascisme.

Les invitations peuvent être demandées à M. SPIRE, B.P. 41, Paris-15^e.

VISAGES de l'O.A.S.

Enquêtes, interviews, documents

—: réunis et présentés par Pierre MAISSON —:

L'O.A.S.-France c'est d'abord le plastic. Cela fait du bruit, trouble le paisible citoyen, crée une certaine tension nerveuse. C'est une arme politique destinée à miner le moral de l'adversaire : c'est du moins ce qu'enseignent les théoriciens de la guerre subversive. Mais là n'est pas le principal danger. Il est dans le quadrillage systématique de la nation tendant à préparer la prise du pouvoir. Il est dans la constitution de ces multiples réseaux clandestins, ces cellules d'officiers, de grands administrateurs, de hauts fonctionnaires, de cadres, de professions libérales, d'industriels ou de financiers. Aujourd'hui leur rôle est modeste mais capital : recenser les énergies disponibles, dresser les effectifs des concours indéfectibles, rallier et gonfler les tièdes, faire l'inventaire des moyens, procéder à la répétition des actes qui le jour « S » permettront le succès de l'opération.

Tout mouvement insurrectionnel doit en outre s'appuyer à la fois sur une certaine base active et sur la passivité du plus grand nombre. Cette base active, le fascisme renaissant a mis quinze ans à la constituer. Depuis trois ans, des pas de géant ont été faits. Et pour la première fois depuis la Libération, une organisation structurée se met doucement en place. Les retraités des guerres coloniales, les cadres d'élite de la « pacification algérienne » en sont les éléments moteurs. Depuis quinze ans, le Pouvoir a systématiquement renforcé la cohésion des durs de l'armée de métier et des unités mercenaires. Cette armée « républicaine » devient un corps étranger à la nation. D'abord en faisant des campagnes contraires à l'esprit, voire à la lettre, de la Constitution de 1946. Ensuite, en laissant s'instaurer, en couvrant, puis en approuvant les méthodes d'action héritées du nazisme : tortures, viols, fusillades d'otages, napalm, tactique de la terre brûlée, mise en condition des populations. Puis en réintégrant lentement mais sûrement les épurés, les complices actifs de Vichy et en accueillant ici et là les anciens gestapistes. Aussi en créant une caste de « nantis » aux soldes élevées, à qui tous les trafics et toutes les rapines sont autorisés. Par son action, son recrutement, son niveau de vie, l'armée de métier n'avait rien de commun avec les préoccupations de M. Dupont-Français-Moyen. Le pouvoir administratif et politique qui lui fut confié augmenta encore ses appétits. Le « prétorien » qui depuis dix ans était un véritable « César » entendait le rester.

Le même phénomène peut être observé dans la police. Le « malaise de l'armée », le « malaise de la police » ont aussi des raisons profondes qui n'ont rien d'intellectuel, mais sont, au contraire, très matérielles.

La lutte « efficace » contre les mouvements d'émancipation d'outre-mer n'était possible qu'en s'alliant avec les nostalgiques des privilèges impériaux et leurs hommes de main, en leur conférant une place officielle, en partageant en fait le pouvoir avec eux. Ce fut la politique de Lacoste, de Mollet et Lejeune. Cela permettait d'asseoir un pouvoir. Il était normal qu'à partir du jour où l'on permettait aux tueurs de prendre place dans les antichambres gouvernementales, ceux-ci songeassent à occuper les bureaux directoriaux. Légalisant leurs méthodes, ils se trouvaient auréolés d'une certaine gloire. Leur destinée inimaginable suscitait des vocations. La réussite est une loi que l'on érige facilement en système.

Les « treize complots du 13 mai » — plus deux ou trois encore imparfaites-

Une enquête sur l'O.A.S., pourquoi? Ses crimes, son caractère fasciste, ses équipes de tueurs, sa technique de la terreur sont suffisamment connus, diront certains de nos lecteurs, sans qu'il soit nécessaire de consacrer à ce gang une aussi longue enquête. Nous n'en sommes pas sûrs. Nous n'en sommes d'autant moins sûrs que voici tout juste quelques semaines, l'un de nos distingués confrères n'hésitait pas à écrire : « Ainsi, en France, Dame Oaësse peut-être un personnage de conte... L'O.A.S. en France, c'est une baudruche soufflée de vent d'Algérie... C'est un mythe — oui, d'accord, boum — parfois bruyant... C'est rien du tout... L'O.A.S.-France, dont la force de frappe est quasi nulle... »

Nous ne partageons pas cet avis. Nous sommes à une époque où les évidences ont besoin d'être répétées. Pour être entendues. L'O.A.S., c'est aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, le premier parti fasciste sérieux apparu depuis quinze ans. C'est peut-être encore un mythe sur le plan des effectifs, voire de l'action. Mais sur le plan politique, c'est une cristallisation réelle. Le parti nazi n'était pas plus fort lorsqu'il commença à faire parler de lui. Il y a l'O.A.S. dont on parle et celle qui se forge. C'est cette dernière qui nous paraît, pour demain, la plus dangereuse, et dont nous avons essayé de cerner buts, action et moyens.

ment connus — mirent en relief la fragilité de la démocratie bourgeoise, la décomposition des institutions, la servilité et l'impopularité des hommes politiques, la passivité des couches profondes de la nation, la facilité avec laquelle il était possible de s'emparer des rênes de l'Etat.

La passivité d'une large fraction de l'opinion résulte de cet état de fait. Elle résulte aussi de la dégénérescence de la vie politique. Dans les dernières années de la IV^e République, l'essentiel de cette activité consistait à glisser un bulletin dans l'urne après avoir pris acte de promesses électorales dont on savait bien qu'elles ne seraient jamais tenues. M. Dupont, citoyen moyen, avait la sensation très nette qu'il n'influaient en rien sur le cours des choses et qu'on lui demandait simplement de participer à un rite désuet et purement symbolique. Les pouvoirs spéciaux, la réorganisation de la justice, la place sans cesse plus grande faite aux cadres supérieurs et subalternes de l'armée accentuèrent encore cette

sensation. Les institutions de la V^e République réduisirent le Parlement au rôle de figurant. Le truquage électoral institué avec les apparentements enleva toute signification aux résultats des consultations. Sans cesse, le rôle des « experts », des « techniciens », des « conseillers » grandit. Le pouvoir, dans son élaboration, sa conception, voire ses applications, devenait occulte. Faut-il s'étonner que certains citoyens prêtent une oreille attentive aux mauvais bergers alors qu'ils ne peuvent plus s'exprimer ? Faut-il s'étonner que des jeunes cherchent dans l'exercice de la violence le chemin qui conduit à l'affirmation de leur personnalité et se fassent les auxiliaires de ceux qui entendent « rénover » la patrie ?

Et aujourd'hui, à l'heure du péril, ne voit-on pas le Pouvoir étudier la mise en place d'institutions « améliorées », qui dans le cadre d'un gouvernement de transition ouvrirait immanquablement la voie à l'aventure fasciste ? Tournant

délibérément le dos à la démocratie, le Pouvoir, une fois de plus, se fait l'auxiliaire des forces qu'il prétend combattre.

Cette complicité s'exprime dans les moindres faits. Il suffit de considérer la politique de M. Paye mettant les lycéens en garde contre les dangers de l'action politique. Cette mise en garde intervient non au moment où les lycéens d'Algérie font corps avec les troupes de choc des émeutiers de janvier 1960 ou du putsch d'avril. Elle ne vient pas quand les mêmes élisent triomphalement les listes « Algérie française » dans leurs établissements. Elle ne vient pas quand les mêmes se font les auxiliaires de l'armée du crime. Non. Elle vient quand les démocrates s'organisent ou commencent à réagir. Le ministre renvoie dos à dos les fascistes et leurs adversaires. C'est oublier que la lutte contre le fascisme n'est pas une action partisane, mais une œuvre de salubrité. C'est oublier que le fascisme n'est pas une opinion, mais un crime contre l'homme.

Lutter contre l'O.A.S. Mais comment ? Le Parti Socialiste Unifié, dans une longue résolution que l'on trouvera en page 3, vient de définir clairement sa position et de formuler les bases de la seule action efficace. Mais il ne faut pas se le dissimuler, les écueils sont nombreux. L'action et ses perspectives ne peuvent être basées sur la confusion et l'irresponsabilité. Deux dangers doivent être évités. La Fédération C.F.T.C. des produits chimiques vient de rappeler le premier : « La volonté populaire de paix doit être entraînée et organisée par les forces syndicales unies, soutenues par les partis politiques qui en seront d'accord... Le récent essai de regroupement politique, qui a pour ciment un anticommunisme exacerbé et une certaine idée mythique de l'Europe ne peut apporter de solution pacifique au conflit algérien, risque de conduire à la partition de l'Algérie et d'ouvrir plus largement la voie au fascisme en France. »

Il convient de souligner aussi le second. L'anticommunisme réel d'une large fraction de la masse salariale et des classes moyennes est un fait. L'O.A.S. le sait et mise à fond sur cette corde sensible. Des crimes de Staline aux répressions de Berlin-Est ou de Budapest, trop de tombes sont encore fraîches. Trop d'illusions perdues, d'enthousiasmes bafoyés ont engendré une rancœur tenace qu'un rien peut transformer en haine. L'O.A.S. le sait et entend bien tout mettre en œuvre pour faire basculer de son côté cette force qui lui assurerait au moins une victoire momentanée. Il ne faut pas tomber dans ce piège. Le P.C. ne veut pas être une force d'appoint : soit. Mais la gauche politique et syndicale non communiste ne veut pas non plus être un appendice, un satellite et une force d'appoint. Il ne s'agit pas pour elle, pour nous, de participer ou d'être associé, mais de prendre toute les responsabilités qui aujourd'hui et demain doivent incomber aux uns et aux autres. Si l'un des contractants du pacte qui devra être établi pour instaurer la démocratie réelle venait à tenter d'imposer son style, ses méthodes, ses buts, qu'il sache bien alors qu'il provoquerait immanquablement la victoire de l'adversaire commun. La voie est étroite. Mais il n'y en a pas d'autres. Elle seule permettra de liquider les différentes menaces qui pèsent sur l'avenir. C'est par elle que passe la réintégration des citoyens dans la vie publique.



Nous pouvons vous procurer régulièrement le micro-film (35 mm) complet de la publication périodique de l'O.A.S. « APPEL DE LA FRANCE ». Le micro-film complet (8 pages) coûte 100 F belges ou 10 NF français.

Pour diffuser sa prose, l'O.A.S. emploie les méthodes les plus modernes : le micro-film est au service du crime. Jeune Europe se charge des envois !



Sur neuf attentats au plastic cette nuit, sept visaient des membres du P.C., des trotskystes et des progressistes
OFFENSIVE ANTICOMMUNISTE DE L'O.A.S.

Pour le quotidien des « Centurions », « Prétoriens » et autres « Mercenaires », est-ce une explication, un alibi ou une justification ?

Paroles historiques



Ex-capitaine SERGENT (Agip)

« Au fait, qu'est-ce que l'O.A.S. ? Cette organisation groupe des PATRIOTES, c'est-à-dire des gens qui aiment leur pays, car, figurez-vous, il en existe encore. Leur mouvement est une réaction devant les dangers qui menacent l'intégrité du pays, c'est une révolte devant l'attitude d'un chef d'Etat qui a pris le pouvoir en partant de l'Algérie française et qui veut le conserver en abandonnant l'Algérie. C'est donc la réaction de santé d'une patrie qui ne veut pas mourir... Association française de patriotes qui n'ont pas peur : voilà l'O.A.S. Eh ! mon Dieu, cela me semble assez sympathique, tout au moins quant au but poursuivi qui est de sauver la France malgré les naufrageurs de l'Algérie et malgré les communistes. »

Général JANSSENS, ancien commandant des troupes belges au Congo.



Ex-général SALAN (Agip)

« L'O.A.S., c'est toute la population européenne d'Algérie, moins une douzaine de personnes... Salan... est un homme sage et prudent. Je pense que c'est un homme courageux. Que Dieu lui garde vie. »

Georges BIDAULT, ancien président du Conseil, auteur de la formule : « C'est une victoire de la Croix sur le Croissant » après la déposition de Mohammed V et la répression qui suivit.



Georges BIDAULT (Agip)

Le style... c'est l'homme



Philippe CASTILLE (Keystone.)

Fin décembre, la région O.A.S. d'Oran décidait de s'adresser aux ouvriers de chez Renault. Voici le texte du « message » :



Marcel BOUYER (A.D.P.)

« Les membres et sympathisants de l'O.A.S. groupant les ouvriers colonialistes et fascistes représentant la masse européenne de l'Algérie, ont appris avec dégoût le débrayage à 100 P. 100 du personnel de la Régie Renault. « N'oubliez pas que grâce à ces ouvriers colonialistes et fascistes, vous pouvez écarter hors de prix votre SALE camelote protégée par les barrières douanières. »

« Si l'Algérie devient indépendante, vos sales bagnoles ne pourront plus s'aligner sur le marché algérien, aux côtés des marques étrangères (Wolkswagen, Fiat, Ford, Anglia,



Ex-colonel LACHEROY (Agip)

etc.). Après nous, ce sera votre tour, avec les Allemands (comme ils l'ont déjà fait, les Russes, ou autres peuples à C.....), vous cassent proprement votre sale gueule, SALAUDS. »

Des "chefs" dignes de la "cause" qu'ils défendent

Jean Achard

Jean Achard, alias « capitaine » Willy, est à l'origine du meurtre de M. Lucussol, inspecteur principal de l'Enregistrement à Alençon. Ami de longue date de Salan, il fut membre de son cabinet lorsque celui-ci commandait en Indochine. Sa spécialité était alors les effectifs. Il avait inventé plusieurs compagnies de supplétifs vietnamiens, les « harkis » de la guerre d'Indochine. Des sommes très importantes étaient prélevées chaque mois sur le budget du commandement en chef pour la solde (élevée), l'équipement, la nourriture de ces unités fantômes. Une enquête fut ordonnée. Puis une information judiciaire fut ouverte : les détournements étaient très importants et les complices nombreux et bien placés. Mais durant l'été 1958, le tribunal militaire de Paris décida de classer purement et simplement l'information ouverte. Le « réal » Salan et ses complices pouvaient dormir tranquilles. L'honneur d'une certaine armée était sauf...

Raoul Salan

L'ex-général a attendu 1960 pour prendre le maquis. C'était plus sûr qu'en 1941... Personnage ténébreux qui se fait vers 1945 une réputation d'« homme de gauche » : il est vrai que c'est l'époque du tripartisme et que la S.F.I.O. a toujours été fort accueillante. A cet époque et dans les années qui suivent, il est la bête noire de la droite. Ne l'accuse-t-on pas de venir corriger jusque sur le marbre de « l'Express » certain papier fort retentissant ? Il est l'homme à abattre. Et les partisans de l'Algérie française d'alors organisent l'affaire du bazooka... et le manquent !

Une seconde fois, le « Mandarin » — et ce surnom n'a rien à voir avec l'opium, on peut vous l'assurer, il n'y a jamais eu en 1947 de gros dossier sur on ne sait quel trafic de Saïgon à New York via Marseille — trouve son « chemin de Damas ». La première fois, s'en souvenez-vous en, c'était après avoir fait échouer, pour le compte de Pétain, l'opération montée par un certain général de Gaulle contre Dakar en 1940. Mais des esprits curieux s'interrogent sur de si subites et si profondes métamorphoses. Pour qui travaille le « Chinois » ?

Aujourd'hui, le « chef » est à la tête d'un gang : rapt, séquestrations, plastic, assassinats, meurtres en tous genres, vols à main armée, etc. Faut-il s'en étonner ? L'un des adjoints n'est autre que Degeldre, ancien nazi d'origine belge, ancien membre du parti rexiste de Degrelle et l'un des « brillants officiers » du 1^{er} R.E.P. !



Chaque semaine, 5.000 exemplaires de Jeune Europe franchissent la frontière le plus simplement du monde... par la poste ! Ils sont expédiés en imprimés sous le timbre de deux firmes belges — fictives ? — la S.A. Bellen et C.E.S.O.A.

Philippe Castille

Véritable praticien de la « guerre révolutionnaire » telle que l'entendent les colonels, Philippe Castille a un long passé d'action terroriste. Préférant la clandestinité, son nom demeura longtemps inconnu du public. Pourtant, dans toutes les organisations terroristes Algérie française, il tenait une place de choix. Au sein de l'Union française Nord-Africaine, puis de l'Organisation de Résistance pour l'Algérie française, il se chargea tout spécialement de l'action directe. Officiellement, pour l'année 1956, il a son « actif » 15 morts et 29 blessés. On lui doit entre autres l'attentat organisé en octobre 1956 contre un boulanger musulman en Haute Casbah, et qui fit à lui seul une dizaine de morts et 14 blessés. C'est ce « héros » qui, avec d'autres, défendit plusieurs années durant les couleurs de l'Algérie française.

Mais la notoriété, il la doit incontestablement à l'affaire du bazooka. Avec Kovacs — qui parvint en temps utile à gagner la Suisse — il fut le principal organisateur de l'attentat qui devint coûter la vie au commandant Rodier. Les chefs, les « penseurs » de l'affaire qui devait supprimer Salan, alors gouvernemental à tout crin, il faut les rechercher dans les équipes de comploteurs qui firent le 13 mai. Pour sa docilité, ses silences, Castille ne fut condamné qu'à dix ans de travaux forcés. Ce n'était pas cher. Mais Castille n'était pas Algérien, il était ultra et avait participé à l'avènement de l'ordre nouveau (1). Fort opportunément, les journées de barricades de janvier 1960 le rendirent à ses activités. Reçu à plusieurs reprises par Salan, il semble qu'il fut un des hommes qui assurèrent la liaison entre les différentes tendances de l'O.A.S. et qui contribua à assurer, au moins provisoirement, son unité. Aujourd'hui, après son arrestation, les paris sont ouverts : Castille va-t-il s'évader, se mettre à table... ou se suicider ?

Marcel Bouyer

Ancien député poujadiste, il se fit plus remarquer à l'Assemblée par son sens de la bagarre que par sa conscience politique. S'il avait le coup de poing facile, l'injure toujours à portée des lèvres, il fut comme ses collègues, parfaitement sec sur le plan des initiatives législatives : il ne fallait point parler de réforme fiscale ou de celle des circuits de distribution. Le groupe spécialisé dans la défense des commerçants n'avait cure de ses problèmes. Mais ses talents particuliers valurent à Bouyer d'être vice-président du groupe parlementaire. Renvoyé à ses activités en novembre 1958, il ne put se résoudre à reprendre son commerce. Le complot, les attentats le passionnaient davantage. Soupçonné d'être le grand patron du réseau « Résurrection-Patrie », il serait de ce fait impliqué dans une centaine de plastiquages dans le Sud-Ouest. Il ne serait pas étranger également au meurtre de Camille Blanc.

Pierre Lagaille

Des dirigeants O.A.S., c'est un des chefs de file de l'aile dure. Lui aussi est un praticien de la guerre révolutionnaire. Sa carrière de « combattant au service de l'Algérie française » est émaillée de vols, séquestrations, tortures, meurtres. Il est accusé d'avoir, le 3 avril 1957, assassiné huit musulmans et volé l'argent que les victimes avaient en leur possession, telle est l'accusation formulée par un chef de villaya Ben Chérif. Au volant d'une voiture volée, il écrase une enfant algérienne, Saïdi Saddock, ex-officier de l'armée française, fut interrogé par ses soins : il a déposé une plainte en tortures et séquestration. Tels sont quelques-uns des faits qui jalonnent la carrière du « député d'Alger », l'un des instigateurs des journées des barricades. Joua-t-il un rôle dans l'assassinat de M^{re} Popie ? Les débats qui doivent s'ouvrir dans quelques jours apporteront peut-être des éclaircissements.

Dirigeant de la faction espagnole de l'O.A.S., il a sans doute pris une part importante dans la conception des attentats terroristes en France, ceux-ci devant, selon les informations recueillies, être un domaine réservé de ces super-ultras.

(1) Comme il avait de la suite dans les idées, il se maintint dans les milieux activistes alors que d'autres dirigeants de l'U.F.N.A. ou de l'O.R.A.F. se ralliaient à d'autres formations. C'est ainsi que le docteur Cousse, ancien dirigeant de l'U.F.N.A. — qui dut en raison de son activité trop voyante être dissout par Robert Lacoste — est aujourd'hui un « militant » de la S.F.I.O. de M. Guy Mollet.

Les sup publicit de l'O

ASPECTS DE L'HEBDOMADAIRE D'A

LA NATION

LE MERCREDI — PRIX 1 FR. N° 327 — 10 JANVIER 1962

Le PAR

134, rue Réaumur, Paris (2^e) 74 - COT. P.S. Sans mandat. Publicité gratuite - 114 Courcelles

FRATEL français

15 SEPTEMBRE 1961 6^e Année - N° 318 HEBDOMADAIRE

NOUVEAU

L'AU

RIVAR

"Quand les peuples cessent d'exist"

19 JANVIER 1962 N° 375 HEBDOMADAIRE DE L'OPP

ANNÉE - N° 1

BARRI

BI-MENSUEL NATIONAL DE

LE CHARIVARI PAMPHLET MENSUEL

CAHIERS UNIVERSITAIRES

REVUE MENSUELLE NUMERO 4

CARREFOU

ANNÉE 1959 - N° 1

LA GAZ

ROY

Souvenez-vous que vous êtes Français

ALGERIE FRANÇAISE

L'Association Générale des

UN "PHILOSOPHE"

« Il ne s'agit pas seulement de la l'assassinat, telle personnalité hostile à l'influence. Ce qui est recherché, ce n'est pas le, mais un effet psychologique de »

« Si l'on inflige à des individus res (banquiers, industriels, grands propriétes, fonctionnaires) un traitement à atteindre à travers eux tout le grou l'inciter à la fuite.

« Il n'y a pas de raison que nau cédés, car une technique n'est pas m c'est seulement son utilisation qui peu

« Colonel » Lacheroiy Revue Militaire

Comment on devient...

L'O.A.S.-France n'est pas un mythe. Elle existe. Sans doute, c'est encore peu de chose. **MAIS DEMAIN?** Aujourd'hui, ses effectifs sont encore squelettiques. Mais ils sont déterminés, prêts à tout, fanatiques. Ils n'ont encore aucune base solide dans la population, aucune base sociale ou économique. Mais pour une fraction de l'opinion elle représente le dynamisme et polarise une certaine jeunesse. Elle devient pôle d'attraction.

Aujourd'hui, l'O.A.S.-France est un rassemblement : ce n'est pas encore un parti monolithique. D'un côté, un groupe de politicards docteurs es combines qui jouent la carte Salan comme hier ils jouaient la carte Pétain, Doriot, Pinay, Debré ou de Gaulle en s'appuyant sur une équipe d'industriels et de financiers à la recherche d'une plus grande expansion. Des militaires aussi, dévorés par l'ambition ou angoissés par la retraite inéluctable au magasin des accessoires démodés. De l'autre, quelques milliers de jeunes, de 18 à 35 ans, qu'elle a embrigadés et qui agissent pour elle à travers des organisations légales ou directement dans l'action clandestine. Durs, disciplinés, c'est chez eux que se recruteront demain les véritables chefs. Pour grandir, aujourd'hui, il leur manque surtout un Führer qui, en conduisant ses troupes à la victoire, liquiderait les vieilles barbes. Derrière Salan certes, aujourd'hui, mais il s'agit d'une tactique.

Qui sont ces jeunes, ce « fer de lance » du gang à Salan ?

Les rencontrer est en définitive chose facile. Ils ont leurs habitudes, leurs cafés, leurs lieux de réunion. Comme les blousons noirs, ils sont organisés par bandes. Mais ici l'ordre règne. Pas de débraillement, pas de manifestations intempestives, une discipline stricte. Les traits des visages sont durs, ou s'efforcent de l'être...

Mes interlocuteurs ont accepté sans trop de difficulté de parler au « pourri », au « felouze », au « vérolé » que je suis. Ils sont réunis dans un café qui leur sert de Q.G. Ils sont en pays de connaissance : le patron est pied-noir, gras comme un moine de La Fontaine. Il a un visage, des gestes qui ne trompent pas : le bordel pour lui n'a aucun secret. Le ricard ou le vittel-délice sont manifestement une déchéance. Il re-

lité réelle, celle que créent le travail et les responsabilités. L'Etat nouveau devra être l'émanation des forces vives du pays : paysannerie, professions, élites intellectuelles, familles.

— Le plastique ne vous gêne pas ? Vos amis tuent une petite fille de 8 ans parce que son père est arabe, cela vous indiffère ?

— Et alors, on ne fait pas d'omelettes dans casser d'œufs. Nous aussi nous avons choisi la violence qui libère contre la violence qui opprime. Le pouvoir gaulliste a lancé sa Gestapo contre les patriotes : hommes et femmes sont torturés, emprisonnés, déportés. Pourquoi ? Parce qu'ils veulent rester fidèles aux cendres des cinq générations qui firent l'Algérie, au drapeau, aux engagements pris. Les traîtres doivent être abattus, c'est la loi de toute guerre. Nous sommes en guerre contre la ploutocratie gaulliste.

— Les tortures d'aujourd'hui (si elles existent) vous indignent, les déportations aussi. Mais Audin, Alleg, Djamilia Boupacha, les dizaines de milliers d'anonymes morts torturés, massacrés par les forces de pacification, les 20.000 Algériens des camps métropolitains, ce ne sont pas des victimes ?

— C'étaient des cas isolés. Et c'est la guerre. Croyez-vous que les tueurs felouzes prenaient des gants ? La première victime de ces salopes fut un instituteur, absolument innocent. Ou plutôt si, coupable. Coupable de représenter la science occidentale en lutte contre l'ignorance crasse arabe. Voilà son seul crime. C'est pour cela qu'il a été descendu. Puis, par dizaines, par milliers, les Européens furent victimes du terrorisme téléguidé du Caire. Pour arrêter cette succession de crimes, tous les moyens étaient bons. Depuis que l'O.A.S. veille, les attentats F.L.N. ont diminué dans des proportions considérables. Parce que l'O.A.S. rend coup pour coup et un petit supplément. Chez nous, les tribunaux ne mettent pas des années à faire exécuter une sentence, quand elle l'est. Ici, pas de droit de grâce. Voilà l'efficacité. La force, c'est le seul langage que ces salauds ont jamais compris. Là-bas, nous sommes toujours au moyen âge...

sacristie. Vous, vous encaissez et vous demandez des crédits en protestant. C'est moral et efficace ? L'O.A.S., elle, lorsqu'elle aura pris le pouvoir, foutra à la porte les partis, les syndicats, les sociétés étrangères et parasites, les métèques et leurs trusts, des somptueux locaux qu'ils occupent. Pour Paris, ça fait 200.000 logements de libres en un tour de main. A Paris et sa banlieue, la crise du logement est résolue sans débours un sou, sans impôt, sans travaux. Ça c'est moral et efficace. Nous, nos frères cadets n'ont pas de place dans les lycées, les collèges ou les facultés, mais les Yankees, les négrilles, les bougnouls, les asiatiques ont priorité, sont logés, ont du fric (le nôtre) et baisent nos filles. Et vous voulez que ça continue ? Merde alors ! Nous avons déjà rossé les négros qui sortaient avec des femmes blanches. Nous recommencerons. Nous refusons le mélange des races parce que nous refusons l'avachissement et le contact avec des races dégénérées et abâtardies. Il y a de moins en moins de Français, mais une salade russe de spermatozoïdes...

— Vous êtes racistes...

— Et alors ? Avez-vous déjà essayé de soulever, en vainquant votre répugnance naturelle et instinctive, une négresse ? Toute la tribu vous tombera dessus. Car ces messieurs veulent préserver la pureté de leur race de vérolés. Voilà où sont les racistes. C'est pourquoi nous refusons la contamination. Qu'ils aillent écouter leurs tam-tams. Nous, nous avons Wagner. Bas les pattes devant la race de Pasteur et de Lyautey ! C'est nous qui restaurerons la France et la ferons craindre.

— Comment êtes-vous venus à ces « idées », pas très nouvelles en somme ?

— C'est vous, c'est votre gôgôche de pédés, comme disait Martinaud-Déplat dans un éclair de lucidité, qui nous y avez conduits. Qu'êtes-vous ? Rien. Ou plutôt si, des idées fumeuses, inventées, qui ne collent plus à la réalité profonde de la nation française, à sa fibre vitale. Que pouvez-vous faire ? Rien. Il n'y a qu'une force en dehors de nous, c'est le P.C. Alors vous avez le choix : ou vous alliez avec le P.C. — et alors vous triompherez mais les cocos vous liquideront tous... drôle de victoire !

...plastiqueur

grette le bon temps : sa « maison » à Oran et la considération dont il jouissait.

Les militants O.A.S. sont cinq : trois hommes, deux femmes. Entre vingt et trente ans. Deux ont fait l'Algérie, cassé du « bougnoul » pour la plus grande gloire de l'Algérie française. Ils sont fiers d'avoir lutté victorieusement contre le communisme international. C'est là-bas qu'ils ont adhéré à l'O.A.S. Ici ils sont en mission. Ce sont eux qui ont formé le groupe. Deux ouvriers : l'un règleur, l'autre P3 dans une usine d'automobiles de la région parisienne. Le troisième a 18 ans : employé de banque ; son père naguère fut un fidèle du P.P.F. : bon sang ne saurait mentir. L'une des jeunes femmes est secrétaire commerciale, l'autre coiffeuse. A elles deux, elles doivent totaliser cinquante printemps.

Leur « travail » ? Actuellement, ils font de l'« agit-prop » : inscription de slogans O.A.S. sur les murs, dans le métro (OAS veille, OAS = liberté, OAS vaincra, etc.), distribution de tracts, missions de liaisons, organisation de cellules d'entreprises. Aujourd'hui, la propagande, l'organisation. Demain, le plastique ?

Discussion ? Non. C'est un monologue. Chacun parle à son tour. Mes brèves interrogations mettent en place un canevas. Ecoutez-les :

— Pourquoi avoir choisi l'O.A.S. ?

— Parce que nous avons des c... au c... L'O.A.S. lutte, combat et vaincra. Vous, bourgeois ramollis, intellectuels abrutis ou imbibés de whisky, vous mouillez lorsque nous paraissions. Nous sommes la Force, l'Avenir. Nous avons des buts clairs, précis : Algérie française, France forte, débarrassée à tout jamais de la politiciaille des trusts apatrides, des financiers marrons, des combinaisons louches. Nous voulons un Etat fort, unique et puissant. Nous voulons l'éga-

— On ne gouverne pas par la terreur...

— Sans blague. Et Staline alors ! Mais notre violence est juste. Elle ne frappe que les traîtres à la patrie. Vous, vous voulez discuter, convaincre. C'est ça la « gôche », des cons discuteurs. Mais quels résultats avez-vous obtenu ? Aucun. Votre résistance s'est foutue dans la merde. Vos partis sont impuissants, émasculés à zéro. Tout ce que vous savez faire c'est brailler des slogans... et détailler comme des lapins au premier flic qui montre le bout de sa pèlerine. Vous descendez à 50.000 dans la rue et moins de 10.000 flics armés de bâtons vous tiennent en échec. Nous, avec 100 gars, nous tenons la police parisienne en échec. Nos mains ne sont pas nues. Les flics le savent. Et nous les avons convaincus. Ils seront avec nous le jour J... Beaucoup par idéal, les autres par suite de la peur ou par trouille parce que 100.000 balles par mois à ne rien foutre, c'est bon à prendre, sous n'importe quel régime. Il y a peu de candidats à la succession de Goldenberg ou de Gavoury. Les flics sont comme les « bougnouls », ils ne comprennent que la force. Il faut s'en servir, mais il faudra épurer.

— Dans cette conception de l'efficacité, quelle est la place de la morale ?

— Rêverie d'intellectuels. Renault fout à la porte 3.000 prolos : les syndicats protestent mais encaissent. Les autres s'en foutent : c'est pas eux. Six mois après, Renault embauche 1.000 macarons. Les syndicats protestent et discutent. C'est moral et efficace ? Nous les jeunes nous créchons n'importe où, pas de logements, et nous claquons 30 sacs pour une piaule d'hôtel. Pas d'H.L.M. C'est pour les cocos, l'U.N.R. ou le M.R.P. ou la S.F.I.O. qui se répartissent les logements construits avec notre fric et logent les cosaques ou les punaises de

— ou avec nous pour l'œuvre nécessaire de restauration nationale. C'est ce qu'ont déjà compris des socialistes authentiques mais nationaux, des syndicalistes ouvriers. Les uns et les autres nous aident, sont avec nous. Voilà le seul choix, à terme : ou la balle dans la nuque par les partisans de la démocratie populaire, ou le triomphe du socialisme national et communautaire. Vous avez encore le temps de réfléchir, mais les secondes vous sont comptées. Il sera alors trop tard, il est déjà presque trop tard !

— Vous voulez prendre le pouvoir...

— Certes. Et nous le prendrons. Avec cent types nous neutralisons la police gaulliste. Quelques milliers suffiront à imposer à la population l'Etat nouveau. Vous pourrez toujours faire une manifestation de la Nation à la République. Vous verrez comme cela est efficace. Nous avons des cadres, l'armée pense et vit en symbiose avec nous, la police nous aide, nous protège. Le temps travaille pour nous. Certes, avant que nous arrivions à l'Elysée, il y aura sans doute encore une solution intermédiaire, imposée par la lâcheté et la combine. Mais voyez le chemin parcouru de 1946 à 1958 et de 1958 à 1962. Avouez que nous avons fait un sacré bout de chemin. Le but est proche. Les derniers obstacles seront liquidés, balayés dans le vent de la grande colère purificatrice. Dès aujourd'hui, qui n'est pas avec nous est contre nous. O.A.S. vaincra !

Tels sont ces militants de l'O.A.S. Peut-être déjà les avez-vous côtoyés dans le métro, à l'usine, au bureau. Ils sont peut-être vos fils ou vos frères. Ils furent peut-être vos amis. Mais leur choix est fait. Le nôtre aussi. Dans ce qui sera l'Etat de demain, il n'y aura pas de coexistence pacifique possible : c'est eux ou nous !

FRANCE
NATION FRANÇAISE
FRANÇAISE
sien
RNITÉ
JOURS
RORE
COL
CADES
L'ORDRE FRANÇAIS
Lectures françaises
ETTE
ALE
...TOUJOURS
gitimistes de France

LE L'O.A.S. PARLE

disparaître, par la menace ou la cause ou redoutable par son plus la suppression d'un obstacle générale.
ésentatifs d'un groupe déterminé aires terriens, hommes politiques valeur d'exemple, c'est pour le réduire à la défensive ou ne puissions utiliser de tels pro-ale ou immorale en elle-même, être immorale.
« La Guerre Révolutionnaire ».
d'information - 1957.

Un curieux éditeur, ou :

De la pornographie à "l'Algérie française"

CONNAISSEZ-VOUS les Editions Nord-Sud, domiciliées officiellement 97, rue de Richelieu, à Paris ? Non. Votre ignorance est excusable. La spécialité de la maison n'est pas le prix littéraire et comme aucun jury n'a encore été constitué pour attribuer chaque année « Le Prix Cochon », la renommée de cet éditeur n'est pas encore parvenue dans les lointaines provinces. C'est qu'en effet la brigade des mœurs doit mieux connaître la production de la maison que les habitués du quai Conti ou des repas de Drouant.

Les « œuvres » publiées sont évocatrices : « Sens dessus dessous », « Miss Cantharide », etc. « Tous droits de reproduction (étant) réservés pour tous pays y compris l'U.R.S.S. », nous ne pourrions, même si nous abandonnions cet élémentaire respect des lecteurs, donner quelques morceaux choisis...

La chose ne vaudrait pas que l'on s'y arrête — elle n'est ni originale, ni unique — si depuis quelques mois d'autres titres n'étaient venus s'ajouter à ce brillant palmarès. Un certain Pierre Genève a en effet publié en juin 1960 un livre au titre évocateur : « La Main Rouge ».

« La vérole de la gauche française »

Dès la première page, nous sommes dans l'ambiance : « Ces pages... sont un témoignage de tous ceux qui, dans l'ombre, luttent contre le F.L.N., contre la barbarie... Nous avons borné notre ambition à recueillir les paroles mêmes de certains de ses membres et avons relaté leurs exploits... Puisent ces pages de feu et de sang inciter d'autres hommes à résister à la Vérole de la gauche française, complice des crimes du F.L.N. »

Vous avez bien lu. Il s'agit d'un recueil des paroles et des exploits des chefs de l'organisation « La Main Rouge », organisation terroriste au service des services secrets français, association de tueurs à gages. Il s'agit en 218 pages de faire l'éloge du crime. Cette apologie du crime n'a pas été poursuivie par les tribunaux gaulistes !

A chaque page, le racisme pue : « Mais cette race abrutie (les Arabes, N.D.L.R.) par une dégénérescence lente, par des mœurs et des coutumes figées était lente à s'éveiller... Car les levantins et les vérolés dirigeaient la France. Mendès France était au pouvoir. Il négocia la Tunisie contre la fortune de sa femme... Pour cet homme maléfaisant, la notion de Patrie se fonda dans le flot d'intérêts sordides. Mendès France, ce Levantin au regard fourbe, vit du dernier de sa trahison... »

Des recrues de choix

La naissance et le développement du terrorisme ultra sont présentés dans un raccourci assez juste : « ... Cette société, fondée selon la technique même des organisations subversives de caractère révolutionnaire, se réserva une zone opérationnelle extra-métropolitaine, dans tous les pays où la gangrène antifrançaise s'était ramifiée. Elle noyauta tous les secteurs politiques et économiques européens et devint, peu à peu, une force redoutable... Nous recrutâmes des membres actifs pour « La Main Rouge » dans les milieux corses de Tunisie. Quelques recrues de choix, qui avaient l'habitude des explosifs et du sabotage, des missions dangereuses, prirent place à nos côtés... Et même le numéraire affluait dans les caisses de notre organisation car beaucoup de colons comprirent que leur dernière chance résidait dans le contre-terrorisme à caractère révolutionnaire, procédant comme la rébellion elle-même... J'appris à tuer froidement, lucidement, en face ou de dos celui que je devais abattre parce qu'il était une bête venimeuse... »

Le respect par la force

Un paragraphe résume la « philosophie » de l'organisation, que l'on dirait sorti tout droit d'une « étude » du colonel Lacheroy : « Si chaque attentat rebelle était contrôlé par trois attentats français, si chaque Français égorgé, émasculé, torturé, était vengé par l'émasculé, l'égorgeur et la torture de dix rebelles, la guerre serait bientôt terminée car le respect de la France rendrait chez les Musulmans. Car le respect est basé sur la force. »

A travers tout cela vient le récit élogieux des « exploits » des tueurs : attentat à la bombe, voitures piégées, assassinat au revolver. Le plus ignoble est le « récit » des attentats dirigés contre deux Belges : Pierre Le Grève et Laperches. Si le premier échoua, le second coûta la vie au professeur Laperches. Lisez :

« Pierre Le Grève, militant communiste, agent de renseignements de l'ambassade de l'U.R.S.S. camouflé en professeur... il a abrité à maintes reprises des tueurs du F.L.N., détenteur des armes compromettantes, distribué des munitions. Il était l'une des boîtes aux lettres les plus sûres du F.L.N. Laperches, dont le fils est communiste, servait aussi de boîte à lettres au F.L.N. Il fut décidé à Paris que ce dangereux trio serait liquidé. Il fallait éliminer ces individus sinistres et impudents pour la salubrité même d'une nation européenne... Et d'ailleurs qu'importe la vie d'un Laperches vérolé dans la balance de la lutte... Cette trahison de l'Europe au profit des barbares est l'un des seuls crimes que l'avenir ne pardonnera pas. »

Affabulation ? Vantaraisies ? Nous ne croyons pas. L'individu, qui se sert du pseudonyme de Genève, est renseigné aux meilleures sources. Nous n'en voulons qu'un exemple. Le 19 septembre 1957, Marcel Léopold était assassiné à Genève au moyen d'une sarbacane. A l'époque le crime fut attribué à « La Main Rouge », car Léopold, trafiquant d'armes connu, passait pour être l'un des fournisseurs du F.L.N. Cette version était généralement admise. Or, après une enquête assez longue, la police suisse établit que Léopold avait été assassiné par le F.L.N. parce qu'il avait « triché ». Chargé de livrer quelques tonnes d'explosifs pour lesquelles il fut grassement payé, il les remplaça par de la poudre parfaitement inoffensive. Puis il « oublia » de livrer des armes pour lesquelles il avait reçu vingt millions. Ces faits furent diffusés par une dépêche le 4 octobre 1960. Dans son numéro daté du 5 du même mois, « Paris-Presse » reprenait cette affaire et donnait la version établie par la police fédérale. Or, le livre de Pierre Genève, sorti des presses le 16 juin 1960, donne lui aussi cette version des faits, avec les mêmes détails, soit avec près de quatre mois d'avance. Troublant, non ?

En vente libre

Pour terminer « l'ouvrage », une profession de foi : « Il est temps de crier que le communisme c'est l'abêtissement de la race humaine. Il est temps de n'avoir plus honte de ce que nos ancêtres européens nous ont légué... On ne traite pas avec les assassins. Il faut que chaque citoyen français s'arme contre l'ennemi et l'extermine non pas aveuglément, mais en toute lucidité, en toute conscience... Aujourd'hui... c'est le temps de la poudre, des balles et du pastic. »

Il faut le redire, non pour s'étonner, mais pour le souligner : cet ouvrage n'a fait l'objet d'aucune poursuite, d'aucune saisie. Il est en vente libre, recommandé même par ce que l'on nomme la « presse nationale ». L'apologie du meurtre, du racisme, l'exaltation du crime, sont, sous le couvert de l'Algérie française, parfaitement licites sous le régime gaulliste.

Et admirons, au passage, l'éclectisme d'un « éditeur » qui sait vendre du même geste égal sa prose porno et sa prose « Algérie française ». Un proverbe dit : « Qui se ressemble, s'assemble ».

M. Pierre Genève annonce un nouveau « livre » : « Les Paras »...

Depuis quinze ans, un certain patronat finance toutes les entreprises factieuses

1947 : le R.P.F. du général

Le 19 septembre 1947, M. Paul Jonas, vice-président du conseil d'administration du Crédit Lyonnais (établissement nationalisé) et membre du conseil national du R.P.F., s'adresse à de nombreux commerçants et industriels en leur demandant de participer très activement à « l'œuvre très spécialement anticommuniste du général de Gaulle ». M. Jonas était chargé de trouver mille personnes cotisant pour 120.000 francs par an et précisait : « les versements que vous voudriez bien faire pourraient être faits à l'ordre de la société A.D.E.T.S. (Association pour le Développement des Etudes Techniques et Sociales), 69, avenue de la Grande-Armée à Paris, ce qui permettrait, en cas d'acceptation de votre part, de faire passer ces sommes dans les comptes de votre maison pour frais généraux. »

1951 : l'Union nationale des Indépendants et Républicains et tous les partis anticommunistes

« Le patronat avait installé son trésor rue de Penthièvre sous la garde d'André Boutemy, et ce trésor venait au secours de tout le monde ou à peu près, sauf des communistes. Les socialistes ne le démentirent pas. On ne vous demandait rien. « Personne n'aliénait sa liberté. Candidats ou émissaires des partis s'en venaient chercher la manne et la manne tombait sous forme d'enveloppes dont l'importance variait en fonction de la qualité ou de l'utilité des candidatures. Les liasses vous étaient remises sans signe distinctif. Le chèque n'avait pas cours. Les intéressés « pénétraient rue de Penthièvre avec discrétion, après un coup d'œil circulaire pour s'assurer que personne ne les voyait, un peu comme autrefois on entrainait au bordel. « Lorsque des adversaires, malgré les précautions et les rendez-vous échelonnés, se « rencontraient dans un couloir ou dans l'escalier, ils ne pouvaient s'empêcher de réprimer un sourire. La nécessité les logeait à la même enseigne... » (Isorni in « Ainsi passent les Républiques », p. 10)

1957 : l'U.S.R.A.F. de Jacques Soustelle

En 1957, le secrétaire général R. Dumont de l'Union pour le Salut et le Renouveau de l'Algérie Française (U.S.R.A.F.) — qui devenu sénateur par la grâce des complots et de la V^e République devait au début de 1962 rejoindre l'O.A.S. — adressait aux industriels et financiers amis une lettre circulaire leur demandant soit de souscrire aux bons de soutien de l'U.S.R.A.F. (100.000, 50.000 et 10.000, soit de s'abonner à la petite publication bi-mensuelle éditée par Soustelle (abonnement de solidarité de 100.000, de participation à 50.000 et de soutien à 10.000). Et M. Dumont ajoutait : « Nous vous précisons que le montant de ces abonnements et bons de soutien peut figurer dans vos frais généraux. Le principe a été établi avec la participation financière que la Banque de France et les grandes entreprises nationalisées ont bien voulu nous accorder dès la formation de notre union. »

1958 : Soustelle et Duchet

Fin décembre 1957, début 1958, l'Union des Syndicats d'Exploitants Agricoles d'Algérie adressait à ses adhérents la lettre suivante :

« Au cours de la dernière réunion du conseil d'administration de la Fédération des syndicats agricoles, notre président M. Sicard a exalté l'action immense que mènent certains parlementaires et notamment MM. Jacques Soustelle et Roger Duchet... Toute cette activité de grande envergure nécessite des dépenses importantes et toute une organisation ; et je pense qu'il est de notre devoir et de notre intérêt d'aider financièrement nos services parisiens... Dans ce but, le conseil d'administration de la Fédération a jugé utile de lancer un appel direct aux agriculteurs... Je m'adresse donc à vous pour vous prier de nous faire parvenir dans le plus bref délai une cotisation exceptionnelle qui, de l'avis de nos dirigeants, doit être de l'ordre de 10 francs par hecto. Vous pouvez nous adresser le montant de votre cotisation... en mentionnant « cotisation exceptionnelle ». Ces fonds seront recueillis et versés au « Comité de défense du vin » qui les transmettra à Paris... »

1962 : l'O.A.S.

Dans un éditorial de « L'Express », J.-J. Servan-Schreiber révèle comment les dirigeants d'importantes sociétés pétrolières et d'établissements financiers répondent aux « sollicitations » de l'O.A.S. et lui versent d'importantes « contributions ».

Quelques semaines plus tard le « Comité national pour la défense de la République » (clandestin) fait apposer sur les murs de Paris l'affiche suivante :

« Laurent Porte, collabo O.A.S., est démasqué. Le personnage : président de la « Compagnie d'assurances l'Equité de l'ancienne Afrique française. Son activité O.A.S. : finance à raison de 20.000 NF par mois les tueurs de l'O.A.S... »

L'intéressé n'a pas encore déposé de plainte...

LES « CRYPTOS-O.A.S. »

L'une des forces de l'O.A.S. c'est la sympathie militante d'un grand nombre d'organisations qui repréentent à leur compte les thèmes de propagande du gang à Salan. Les unes fournissent aussi aux « militants » de l'O.A.S. la possibilité d'appartenir à des organisations légales. Les autres font office de public-relations. Leur plate-forme commune : la défense de l'Algérie française, de l'armée et de ses titulaires, l'opposition à la V^e République ou à la République et à la démocratie, la lutte contre le communisme, la défense de la « civilisation occidentale et chrétienne », etc. Nous avons dressé une première liste de ces singuliers cryptos. Elle est loin d'être complète et définitive...

- L'ACTION DOCTRINALE ET POLITIQUE, 16, rue J.-J.-Rousseau - PARIS.
- L'ACTION LATINE - PARIS.
- L'ACTION NATIONALE, Cours Lafayette - LYON.
- ASSOCIATION GENERALE DES LEGITIMISTES DE FRANCE, 82, avenue Parmentier - PARIS-XI.
- CENTRALE D'ETUDES CORPORATIVES - NICE.
- CENTRE D'ETUDES SUPERIEURES DE PSYCHOLOGIE SOCIALE, 21, rue Fortuny - PARIS.
- CERCLE D'ETUDES DES ETUDIANTS DE LA RESTAURATION NATIONALE, 11, rue Martenot - RENNES.
- CERCLES JEANNE-D'ARC D'ACTION CIVIQUE - PARIS.
- CLUB DES PROUVAIRES (Max Lejeune, Dides, etc.), 1, rue des Prouvaires - PARIS.
- COMITE D'ENTENTE POUR L'ALGERIE FRANÇAISE, 6, rue Jean-Roisin - LILLE.
- COMITE DES JEUNES PATRIOTES, 23, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS.
- COMITE DE LIAISON DES ETUDIANTS ET LYCEENS NATIONAUX, 36, rue N.-D.-de-Nazareth - PARIS-III.
- COMITE NATIONAL POUR LA DEFENSE DES VICTIMES DU COMMUNISME - PARIS.
- COMITE DE VIGILANCE POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE, rue J.-M.-Cathala - MARSEILLE.
- LA COORDINATION NATIONALE (Président Général Chassin) - PARIS.
- EFFORTS VERS L'ORDRE CORPORATIF, 47 bis, rue de la Califormie - NICE.
- EQUIPES MILITANTES D'UNION FRANÇAISE, 9, rue Louis-le-Grand - PARIS-III.
- L'EUROPE REELLE, Boulevard Lutaud - ALGER.
- FEDERATION DES ETUDIANTS NATIONALISTES, 36, rue N.-D.-de-Nazareth - PARIS-III.
- FEDERATION NATIONALE DES CADRES DE RESERVE ET DE DEFENSE NATIONALE, 9, rue Dupont-des-Loges - PARIS.
- FRONT NATIONAL FRANÇAIS, place de la Mi-Carême - SAINT-ETIENNE.
- GROUPEMENT NATIONAL DES SALARIES, 18, rue Daunou - PARIS.
- GROUPEMENT NATIONALISTE NORMANDIEN, 36, rue N.-D.-de-Nazareth - PARIS-III.
- LEGION NATIONALISTE, 185, avenue Wilson - LA PLAINE-SAINT-DENIS.
- MOUVEMENT DE LA JEUNESSE SYNDICALISTE, 12, rue de l'Isly - PARIS.
- MOUVEMENT NATIONAL REVOLUTIONNAIRE, 3, rue Casimir-Delavigne - PARIS.
- PARTI NATIONAL SYNDICALISTE FRANÇAIS, 14, bd de Courcelles - PARIS-XVIII.
- PARTI DU PEUPLE (Président Colonel Trinquier) - PARIS.
- PARTI UNION ET FRATERNITE FRANÇAISE - SAINT-CERE (Lot).
- PEUPLE ET NATION (ex-Mouvement Populaire Français) - PARS.
- PENSEE FRANÇAISE, Cours d'Estienne-d'Orves - MARSEILLE.
- UNION POUR LA DEFENSE DES COMMERÇANTS ET ARTISANS (U.D.C.A.) - SAINT-CERE (Lot).
- UNION POUR L'ALGERIE FRANÇAISE, 26, rue Mirabeau - TOULON.
- UNION POUR LE SALUT ET RENOUVEAU DE L'ALGERIE FRANÇAISE, 9, rue Louis-le-Grand - PARIS.
- UNION DES SALARIES DE FRANCE - PARS.
- UNION ROYALISTE D'ALGERIE, 139, bd du Télémy - ALGER.
- RASSEMBLEMENT VENDEEN POUR L'ALGERIE FRANÇAISE - LA ROCHE-SUR-YON (Vendée).
- RESTAURATION NATIONALE, 10, rue Croix-des-Petits-Champs - PARIS-I^{er}.
- SECOURS DE FRANCE, 93, rue Réaumur - PARIS-III.
- SECOURS POPULAIRE POUR L'ENTRAIDE ET LA SOLIDARITE, 9, rue de Hanovre - PARIS-II^e.

A DECAZEVILLE

Les volontaires de la faim

Le mouvement des mineurs de Decazeville est entré dans sa huitième semaine. La grève de la faim, dont le Comité intersyndical avait fini par admettre le principe, a commencé. Vingt mineurs, tirés au sort sur les 250 volontaires, y participent, dix « suppléants » se trouvant prêts à les remplacer.

Cette grève de la faim a été entreprise à la suite du rejet par le Comité intersyndical des propositions faites par le Gouvernement aux fédérations de mineurs. Nous avons fait état, à ce sujet, des contacts séparés qui avaient eu lieu entre le ministère de l'Industrie et les organisations C.G.T., F.O., C.F.T.C. Finalement, les représentants de celles-ci s'étaient vus informés des propositions suivantes communiquées par ailleurs au Comité intersyndical de grève :

— Attribution d'une « allocation temporaire de raccordement » pour les mineurs âgés de plus de cinquante ans qui serait égale à 50 p. 100 du montant de la retraite normale payée à cinquante-cinq ans, dans le cas où l'intéressé compterait au moins trente années de services miniers;

— Majoration de la prime de conversion, fixée primitivement à trois mois de salaire, à laquelle s'ajouterait un dixième de mois pour chaque année de service effectuée au-delà de quinze ans;

— Garantie de salaire maintenue à 90 p. 100 du salaire net antérieur (avantages en nature compris), grâce au versement d'une indemnité différentielle. Il ne serait pas tenu compte, pour le paiement de celle-ci, des salaires perçus pour des heures effectuées dans l'entreprise de reconversion au-delà de l'horaire normal hebdomadaire de quarante-huit heures;

— Facilités pour l'accès à la propriété, notamment par le non-remboursement des subventions versées aux intéressés;

— Maintien d'une bourse des mines aux enfants bénéficiaires jusqu'à la fin de leurs études.

Cependant, il s'agissait là de mesures octroyées sans véritable discussion avec les organisations syndicales. Le Comité intersyndical les a d'ailleurs considérées comme « nette-

ment insuffisantes », ajoutant qu'elles ne faisaient « aucunement état de l'avenir du bassin et, en cas d'arrêt total des exploitations du fond, de la situation des ouvriers diminués ou invalides partiels consécutifs à l'exercice du métier de mineur ».

Trouver une issue

Les mineurs poursuivent donc leur lutte au fond des puits, où ils demeurent assez isolés. Sans doute, la solidarité se manifeste-t-elle sur le plan financier; selon *Le Monde*, les collectes effectuées permettraient de verser environ 10 NF par jour à chaque mineur dont le logement et le chauffage continuent d'être assurés par les houillères. La lutte n'en est pas moins très dure et rendue plus dramatique par le recours à la grève de la faim. A l'occasion de cette décision, l'évêque de Rodez a rappelé que la mission de l'homme « entraîne le droit au travail qui doit s'accompagner aujourd'hui de la recherche obstinée de la sécurité de l'emploi et du droit moral aux avantages acquis ».

Mais les déclarations favorables aux mineurs ne suffisent pas à fléchir le gouvernement qui semble décidé à laisser poursuivre une grève qu'il considère comme lui faisant faire des économies, étant donné les frais d'exploitation du bassin. Un fait nouveau surviendra-t-il qui serait de nature à fournir une issue aux mineurs ?

Jusqu'ici, les grèves de solidarité déclenchées dans les autres bassins ont été assez peu suivies. La journée de grève générale du 9 janvier, dans l'Aveyron, a été un succès. En revanche, la journée de manifestations du 26 janvier, qui touchait dix-sept départements, si elle a permis de poser le problème du sous-développement régional, a été un demi-échec sur le plan de l'action.

Quel sera le résultat de la manifestation envisagée pour le 11 février par les organisations syndicales, les Chambres d'Agriculture, des Métiers et du Commerce de l'Aveyron ? Comment donner un caractère offensif à cette lutte qui semble par trop menée comme une guerre de positions ?

Grève dans les P. et T.

La grève de vingt-quatre heures déclenchée le 1^{er} février par la Fédération postale C.G.T. a connu un succès relatif, variable suivant les régions et les services. La grève a touché les agents faisant partie de la première « brigade » de la journée : personnel des bureaux de poste et des centres de tri, facteurs, manutentionnaires, conducteurs de voitures. De nouvelles grèves seraient organisées dans d'autres catégories de personnel.

A noter que, dans une récente conférence de presse, M. Bokanowski, ministre des Postes et Télécommunications, a reconnu l'insuffisance des moyens mis à la disposition des P. et T. et les inconvénients qui en résultent pour le personnel et les usagers. En revanche, le gouvernement se déclare favorable à une réglementation du droit de grève lui permettant d'éviter les grèves tournantes comme celles qui ont contribué aux perturbations enregistrées dans la distribution du courrier au début de l'année. Ce sont là des intentions que les syndicats apprécieront beaucoup moins.

Maurice COMBES.

Vient de paraître

Le n° 12 des « Cahiers du C.E.S. »
« L'Armée et l'Etat, en France »
de Pierre NAVILLE

L'exemplaire 1,50 NF
Abonnement - 15 cours .. 15 NF
- 30 cours .. 29 NF
- 55 cours .. 53 NF
C.C.P. Tribune Socialiste 56-26-65 PARIS
54, Boulevard Garibaldi, Paris-XV°

Solidarité franco-algérienne

PARCE qu'un travailleur algérien de la centrale gazière de Grand-Quevilly, près de Rouen, a fait l'objet d'une mesure d'internement administratif, ses camarades français ont débrayé. Ils n'entendent pas se limiter à ce mouvement de protestation et envisagent d'autres arrêts de travail.

Ce n'est pas la première fois que la guerre d'Algérie donne lieu à une action syndicale. Mais, jusqu'à présent, débrayages et meetings se sont engagés sur des thèmes nationaux : paix négociée, protestation contre la répression raciale, la torture, etc.

Un front commun

Nous sommes cette fois en présence d'un acte de solidarité directe : des travailleurs français ont pris en charge les intérêts d'un travailleur algérien et forment avec lui un front commun d'opposition aux mesures répressives du Pouvoir. L'événement mérite de ne pas passer inaperçu. Car, si dans les semaines prochaines, les travailleurs d'autres entreprises suivent l'exemple des ouvriers de la centrale de Grand-Quevilly, la lutte des forces socialistes en France pourrait connaître une efficacité encore jamais atteinte.

Depuis les manifestations algériennes d'octobre dans les rues de Paris, Lille et Rouen, un certain nombre de circonstances ont favorisé déjà des manifestations de solidarité directe. Ces actes de moindre ampleur que le débrayage de Grand-Quevilly sont passés inaperçus. L'opinion de gauche, inquiète à juste titre, était plus prompte à noter les réactions de caractère raciste dont pouvait se rendre coupables certains éléments modestes de la population et oublier de voir le reste.

Gare aux débrayages !

On a beaucoup parlé à Rouen de ce chauffeur d'autobus, qui, un jour de rafle au faciès, stoppa devant un policier, sans y avoir été invité, et lui signala la présence d'un Algérien dans son véhicule. On a moins parlé de deux passagers de cet autobus : une femme de ménage et un métallo qui dirent au chauffeur ce qu'ils pensaient de sa conduite et obtinrent le maintien en liberté de l'Algérien. On n'a pas parlé de tout de ce groupe d'ouvriers de la Centrale gazière qui, le même jour, à la même heure, intervenaient eux aussi une première fois en faveur d'un camarade de travail algérien. Le groupe arrivait en camion au carrefour de la Demi-Lune à Petit-Quevilly lorsque des policiers demandèrent à l'Algérien d'en descendre. Tous les Français descendirent avec lui et déclarèrent :

— Il faudra nous embarquer tous et gare aux débrayages.

Les policiers préférèrent laisser tout le monde filer. Chacun sait dans la région rouennaise qu'une grève à la centrale de Grand-Quevilly est toujours suivie à cent pour cent. La quasi totalité des ouvriers de l'usine est affiliée à un puissant syndicat C.G.T. dont l'autorité est depuis longtemps affirmée.

Vendredi dernier 2 février, c'est une fois de plus la totalité du personnel ouvrier de la centrale qui a débrayé pendant une heure à l'appel de la C.G.T. Motif : un ouvrier nommé Saïd Talbi, âgé de 29 ans, père de deux enfants n'avait pas reparu à son travail depuis mardi. Dès mercredi, ses camarades français commençaient à s'inquiéter. Talbi ne s'était pas fait porter malade. Employé depuis 9 ans à la cokerie, ses qualités professionnelles lui avaient valu sa titularisation. Il n'était pas homme à s'absenter sans raison sérieuse.

Jeudi 1^{er} février, les délégués du personnel demandaient à la direction d'intervenir auprès des pouvoirs publics. Conversation assez tendue :

— Pourquoi, dit un représentant de la direction, nous demander d'intervenir ? Parce que c'est un Nord-Africain !

— Si c'était un Français vous l'auriez déjà fait, répondit un délégué.

Vendredi matin, la direction informait le personnel que Saïd Talbi était interné administratif au centre de la caserne Péllissier, à Rouen.

— Ça ne nous suffit pas de le savoir, répondirent les délégués. Nous voulons voir Talbi et emmener dans notre délégation un avocat et un représentant du Secours Populaire. Nous tenons à constater, nous-mêmes, dans quel état physique il se trouve.

Jusqu'au préfet

C'est pour appuyer cette revendication qu'un premier débrayage d'une heure fut immédiatement décidé. Le personnel de la Centrale en prévoit d'autres au cas où il n'obtiendrait pas satisfaction. Il a demandé audience au préfet.

Ce geste, cette fois, n'est pas passé inaperçu. L'Union locale des syndicats C.G.T. de Petit et Grand-Quevilly a publié un appel invitant les travailleurs des deux communes à appuyer leurs camarades de la centrale.

Vendredi soir, le comité antifasciste de Petite-Quevilly a voté une résolution exigeant la libération immédiate de Talbi « au moment où il est plus nécessaire que jamais que les négociations s'engagent et aboutissent pour la paix en Algérie ». Le P.S.U., le Parti communiste et diverses organisations ont également exprimé leur solidarité.

Une nouvelle disparition

L'action pour la paix en Algérie et contre le fascisme est en train de prendre une forme nouvelle dans la région rouennaise. D'autant qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, nous apprenons la disparition d'un autre travailleur algérien : Mohamed Cheddar, ouvrier aux usines Saint-Gobin. Cheddar avait été déjà arrêté en octobre et avait obtenu, sitôt sa libération, un certificat médical de dix jours d'incapacité de travail. Sa femme et son enfant viennent d'être tués en Algérie au cours d'opérations militaires.

Y.-M. CHOUPAUT.

Communiqué du Comité d'Aide aux emprisonnés de la Régie Renault

Le comité d'aide aux emprisonnés de la régie Renault, fondé par des travailleurs de l'entreprise (C.G.T., C.F.T.C., F.O., P.S.U., etc.), communique : « Mlle Yvette Magué, puéricultrice du comité d'établissement Renault, est incarcérée à la prison de la Roquette depuis un an.

« Bien que son instruction soit close depuis plusieurs mois, elle n'a pas encore été jugée.

« De santé fragile, son état est actuellement très alarmant, et seul un traitement énergique dans un hôpital peut la réta-

blir. Par deux fois, elle a sollicité une mesure de liberté provisoire. Sur le conseil du médecin de la prison, elle a fait une demande de liberté médicale. A nouveau, celle-ci lui a été refusée.

« S'inquiétant à juste titre des conséquences graves d'un prolongement de sa détention, le comité demande instamment que des lettres soient adressées au juge Batigne, Palais de Justice, Paris, afin qu'une mise en liberté ou un transfert dans un hôpital intervienne d'urgence en faveur d'Yvette Magué. »

Question écrite de Claude Bourdet au Préfet de la Seine

Si l'on en croit diverses informations, il semble qu'un récent Conseil interministériel a envisagé le transfert des usines S.N.E.C.M.A. en différents endroits de province, celle du boulevard Kellermann devant, paraît-il, partir à Melun-Villaroche, en Seine-et-Marne.

M. Cl. Bourdet, Conseiller municipal, demande à M. le Préfet de la Seine de vouloir bien lui dire si ces bruits sont fondés et si une décision a été effectivement prise en ce sens. Dans ce cas, les Comités d'entreprise et d'établissement de la S.N.E.C.M.A. ont-ils été consultés ? Sinon, pourquoi ?

Par ailleurs, si l'on tient compte des statistiques officielles sur la décentralisation industrielle, c'est seulement 6 salariés parisiens en moyenne, qui ont suivi leur entreprise dans ces opérations de décentralisation.

En conséquence, l'auteur de la présente question voudrait savoir quelles sont les mesures prises par les Pouvoirs publics pour assurer le réemploi, à des salaires équitables, des travailleurs qui n'auront pas la possibilité de suivre ces usines.

Enfin, dans le cas où l'usine du boulevard Kellermann serait appelée à partir, quelles sont les dispositions prises pour éviter la vente spéculative des terrains ainsi libérés, et quelle en est l'utilisation prévue ?

Des dates à retenir...

Juvisy

La fédération de Seine-et-Oise du Parti socialiste unifié organise le **SAMEDI 10 FEVRIER** à 21 heures, au café « Chez Alain », salle de la Petite-Vitesse (sortie Gare), à Juvisy, une réunion publique avec Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U.

L'Isle-Adam

La section du P.S.U. de L'Isle-Adam organise le **MARDI 20 FEVRIER** à 21 h., au cinéma « Le Sélect », rue Bergeret, une conférence d'information avec Edouard Depreux.

Seine-et-Oise

La section du P.S.U. organise à Draveil, salle Chapuis, 97, rue Henri-Barbusse, le **VENDREDI 16 FEVRIER** à 21 heures précises, une conférence-débat sur « Le rôle des banques et de la haute finance dans la vie économique et politique de la France et des pays capitalistes ». Tous les militants et sympathisants sont cordialement invités.

Seine-et-Marne

DIMANCHE 18 FEVRIER Conférence d'Edouard Depreux à Provins, salle des Champs-Élysées, à 9 h. 30.

Charente-Maritime

Jean Binot, membre du Bureau national, assurera les réunions suivantes : **ANGOULEME** : le jeudi 22 février. **PONS** : le vendredi 23 février. **SAINTES** : le samedi 24 février. **LA ROCHELLE** : le lundi 26 février. **JONZAC** : le mardi 27 février. D'autre part, des réunions sont prévues à Gennezac et Royan. La fédération de la Charente-Maritime annonce qu'à partir du 5 février, elle éditera un journal mensuel, « INFORMATIONS-P.S.U. ». Les camarades intéressés doivent se mettre en rapport avec M. Gavard, intendant du lycée de Saintes. (C.C.P. Bordeaux 2550-10). Prix de l'abonnement : 1,50 NF.

STAGES

NATIONAUX DE FORMATION

La Commission nationale de formation organise, du 5 au 10 mars 1962, un stage sur

LE SYNDICALISME ET LES ENTREPRISES

selon les mêmes méthodes et le même programme que le stage organisé l'été dernier

Envoyer d'urgence les inscriptions à la Commission de Formation, 8, rue Henner, Paris-9^e.

C. E. S. - Programme

CYCLE GENERAL

17, rue de Chaligny, Paris-12^e (Entrée par la cour) (Métro Reuilly-Diderot) 20 h. 30

● 13 février :

La déstalinisation en U.R.S.S. et dans la démocratie populaire (Y. Craipeau).

COURS SUPERIEUR

44, rue de Rennes, Paris-6^e Métro Saint-Germain-des-Près 21 h.

● 21 février :

Pouvoir politique et pouvoir économique (G. Servet).

● 25 février :

Etat et planification (E. Des-camps, secrét. gén. de la C.F. T.C.).

Une adhésion SIGNIFICATIVE

Nous publions ci-dessous une lettre de demande d'adhésion que nous recevons parmi de nombreuses autres. (Il est facile de comprendre les raisons qui nous empêchent de mettre ici les nom et adresse du signataire de cette lettre.)

« Je suis actuellement incorporé, et cela depuis quinze mois. Le mois prochain, je serai affecté en Algérie, et je ne voudrais pas partir sans me compter parmi ceux qui veulent la fin du drame qui s'y déroule. Je suis, dans le civil, ingénieur électronicien et j'ai vingt-cinq ans. Durant ma scolarité, j'ai déjà été membre de l'U.N.E.F., dont j'approuvais l'action en faveur de la paix en Algérie.

« Je vous prie donc de bien vouloir m'envoyer un bulletin d'adhésion, ainsi que le montant de ma cotisation.

« Avec mes remerciements anticipés, veuillez agréer mes salutations distinguées. »

Nièvre

La grande manifestation anti-O.A.S. du 3 février

Une manifestation départementale a été organisée à Nevers le samedi 3 février par le P.S.U., le P.C.F., la C.G.T., la C.F.T.C., l'U.D.S.R., les Anciens d'Algérie, la Libre Pensée, le Mouvement de la Paix, etc. La F.E.N. s'est ralliée après coup à cette manifestation.

La manifestation avait été interdite par le Préfet, sous prétexte qu'elle allait gêner la circulation. A 16 heures, dans les rues pleines de monde (le samedi est le jour du grand marché), les barrages de police et de C.R.S. étaient débordés par une foule nombreuse.

La plupart des artères centrales ont vu défiler le long cortège où les jeunes étaient particulièrement nombreux. Quelques accrochages ont eu lieu avec le service d'ordre devant la Préfecture et sur la place Carnot où les manifestants stationnèrent jusqu'à la libération d'un leader syndicaliste arrêté peu avant.

C'était la première fois qu'une manifestation était organisée le samedi après-midi ; elle a eu et aura certainement un très grand retentissement dans toute la région.

Le Cercle d'Études

Le cercle d'études politiques, qui fonctionne pour la troisième année et qui est animé par de nombreux camarades P.S.U. a organisé cette saison trois grands meetings, tous couronnés de succès : avec Pierre Mendès France, Daniel Mayer, René Dumont.

Deux nouvelles séances doivent être encore organisées avant la période des vacances.

La Fédération de la Nièvre du P.S.U., qui vient de recruter une quinzaine de jeunes adhérents nouveaux, continue ainsi son patient travail d'information, de lutte et d'implantation.

Saint-Nazaire

La section du P.S.U. a organisé le 26 janvier dernier une conférence publique qui a été fort réussie. Devant près de cent personnes, parmi lesquelles on reconnaissait deux conseillers municipaux S.F.I.O., quelques personnalités communistes et M.R.P., le camarade René Chatal développa le thème : « L'armée et le Pouvoir sous la Révolution. »

Avec son talent habituel, l'orateur montra que le problème de l'armée et du pouvoir était, hélas ! de tous les temps et il était bien difficile pour l'assistance de ne pas établir de parallèle entre les Girondins — qui, par peur d'en appeler au peuple, trahirent la Révolution — et la S.F.I.O.

Le secrétaire de la section répondit aux questions posées par l'assistance sur la politique actuelle et exposa les thèses du P.S.U. et ses positions face aux événements présents.

Une excellente réunion qui portera ses fruits.

Pyrénées-Orientales

Le Parti socialiste unifié des P.-O. appelle à lui tous ses amis lecteurs de Tribune Socialiste. Il les invite à demander leur adhésion au P.S.U. Organisés dans un Parti démocratique, ils lutteront avec plus d'efficacité, pour la paix, pour la liberté et pour le progrès social. Ils peuvent s'adresser à un des responsables suivants :

BUREAU FEDERAL

Secrétaire fédéral : René Chauvet, 30, bd Jean-Bourrat, Perpignan.

Secrétaire adjoint : Pierre Payrou, 38, rue Courteline, Perpignan.

Trésorier fédéral : Noël Alteza, 51, rue des Joglars, Perpignan.

Secrétaire administ. : Robert Jesus-Pret, 3, rue Gamelin, Perpignan.

Propagande et liaison avec syndicats : André Cazals, 9, quai de Genève, Perpignan.

Responsable agricole : Jean Le Mouel, 2, chemin de Sainte-Barbe, Perpignan.

SECRETAIRES DE SECTION

Perpignan (Tél. 34-52-77) : Jean Ribalta, 3, rue Docteur-Rives, Perpignan.

Ille-sur-Têt : Paul Bazart, Charpentes métalliques, à Ille-sur-Têt (P.-O.).

Le Soler : Germain Arribaud, P. et T., au Soler (P.-O.).

Millas : François Beffara, Ecoles de Millas (P.-O.).

Cerdagne : Albert Renart, S.N.C.F., à La Cabanasse (P.-O.).

Elne : Henry Ribot, H.L.M. du Christ, à Elne (P.-O.).

Gers

Le samedi, 27 janvier, la fédération du P.S.U. avait organisé une réunion publique à Cazaubon, avec la participation d'Edouard Depreux et d'Alexandre Baurens, secrétaire fédéral.

Nos deux camarades ont exposé devant plus de 300 personnes les critiques contre le régime actuel et les solutions constructives de notre parti. L'éloquence d'Edouard Depreux, si convaincante, a retenu l'attention de l'auditoire et, à la sortie de la réunion, une section fut constituée avec 18 adhérents.

Cette section est animée par notre camarade Raude. Notre camarade Calinet est désigné comme secrétaire et Briscadieu trésorier.

Le lendemain, dimanche 28, avait lieu le congrès fédéral. Devant 170 délégués, Alexandre Baurens, secrétaire fédéral, exposa le rapport moral et un bon bulletin de santé pour notre fédération. Des adhésions nouvelles viennent tous les jours renforcer nos effectifs et notre potentiel d'action. Notre camarade Saint-Martin, instituteur, secrétaire fédéral administratif, donna lecture de son rapport avec beaucoup de conviction et d'assurance.

Puis, Edouard Depreux entreprit un vaste tour d'horizon des perspectives internes et externes du parti. Le programme, la doctrine, le problème des nouvelles institutions à établir, le renversement du régime, tout fut passé en revue à la satisfaction générale. Quelques camarades posèrent quelques questions pertinentes, la laïcité, les problèmes agricoles furent passés en revue, et c'est au milieu des applaudissements que Depreux leva la séance du congrès.

S.O.S. P.S.U. !

Camarade tunisien cherche d'urgence chambre indépendante ou petit studio, 150 NF par mois. Ecrire à Tribune socialiste, rédaction, 8, rue Henner, Paris-9^e, qui transmettra.

FICHES DE FORMATION

La fiche N° 3 :

« LA V^e REPUBLIQUE »

a paru...

La fiche n° 3 publiée par la Commission nationale de Formation traite de la V^e République. L'auteur de ce document se livre d'abord à un bref rappel historique sur les conditions et les causes de la faillite de la IV^e République. Puis il aborde les bases socio-économiques du régime gaulliste (tentative de conciliation entre le grand capital dynamique et les groupes sociaux anachroniques, tentative sur laquelle pèsent, d'un côté, les technocrates civils — publics et privés —, de l'autre l'appareil militaire). Ensuite, il analyse les institutions politiques. Il retrace enfin l'évolution du régime et met en valeur sa double nature (sociale et politique) : un pouvoir faible dans un régime fort.

Un instrument indispensable pour la compréhension et la conduite des luttes actuelles.

... ainsi que la fiche N° 4 :

« LES CLASSES SOCIALES URBAINES »

LA SOUSCRIPTION DU P.S.U.

Le P.S.U., riche en dévouements est handicapé dans son essor par son manque de moyens matériels.

Il n'a aucune honte à dire publiquement que, refusant de frapper à certaines portes que d'autres connaissent bien, il a besoin de l'aide de ses amis, de ses sympathisants, des lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE.

Les plus aisés d'entre eux se doivent de s'imposer volontairement. Les plus modestes peuvent faire des collectes autour d'eux pour nous en envoyer le montant.

Les versements mensuels nous ont procuré quelques millions

d'anciens francs les années précédentes.

Ce n'est pas assez.

Dans les heures graves que nous vivons, faites un effort encore plus grand.

Retournez-nous au Siège du Parti, 8, rue Henner, PARIS-9^e la déclaration ci-dessous, et versez à Maurice KLEIN, 37, rue de Trévise, PARIS-9^e (CCP 4435-35 Paris) votre première mensualité.

Pour le BUREAU NATIONAL :

Le Secrétaire,

Edouard DEPREUX.

Le Trésorier,

Maurice KLEIN.

Je, soussigné, (NOM, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste

Unifié, la somme de NF.

Date :

Signature :

SPORT SANS PASSEPORT

Détente... pas détente à Berlin : la Fédération internationale de Ski a dû prendre ses désirs pour des réalités. Les accords tripartites anglo-franco-américains ont interdit la délivrance de laissez-passer aux sportifs est-allemands devant participer aux Championnats du monde de ski à Chamonix du 10 au 18 février.

Nous n'insisterons pas ici sur le ridicule d'une décision qui s'emploie à nier l'existence de la R.D.A. : elle implique tout naturellement une remise en question des rapports Est-Ouest et amènerait des considérations trop générales sur le partage des influences depuis Yalta, ce qui nous amènerait loin de Chamonix. Mais et puisque telle est la doctrine en cette matière : pas de politique pour le sport, le sport est au-dessus de

la politique, on voit mal pourquoi ce cas n'avait pas été envisagé de longue date autant par la Fédération internationale que par la nation invitante. La conséquence curieuse de cette situation est que l'Autriche, pays non ex-allié, pouvait accueillir sans embarras les dits skieurs tandis que la France ne le pouvait pas. Tribut de la victoire ! La suppression des Championnats ou leur transfert en Autriche portant un grave préjudice financier à la ville de Chamonix, la Fédération internationale de Ski s'est réunie à Berne le 4 février pour chercher une « solution » de rechange. Elle a envisagé sans rire la tenue d'épreuves non officielles (sans les Allemands de l'Est)... Cela touche au grotesque !

E. C.



Réinventer une morale satisfaisante.

TOUTE LA PRESSE ACCLAME L'OUVRAGE SENSATIONNEL DONT « TRIBUNE SOCIALISTE » A ANNONCÉ RÉCEMMENT LA PARUTION : LES

ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES DE

VICTOR HUGO

en un volume !



L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

Magnifique volume (COMBAT)...
la dernière merveille (L'EXPRESS)...
inépuisable recueil (FIGARO)... l'évé-
nement littéraire de l'année (ARTS)...
un admirable livre qui fait honneur à
l'édition française (L'INFORMATION)...
"un des livres les plus saisissants
de l'année... la Grande Encyclopédie
du lyrisme français. CLAUDE ROY
(LIBÉRATION) etc... etc..."

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES A NOS LECTEURS

(France métropolitaine)

13,50 NF par mois
(10 versements)

OU 120 NF COMPTANT
(en 1 ou 3 versements)

Livraison immédiate à domicile
Transport et emballage gratuits
Faculté de retour et rien à payer
d'avance

Jamais, dans aucun pays, écrivain n'a eu l'audience de cet immense poète dont deux millions de Français (chiffre officiel) ont suivi le cercueil. Tour à tour lyrique (*Les Contemplations*, *Les Feuilles d'automne*, etc.), exotique (*Les Orientales*), épique (*La Légende des siècles*), cosmique (*Dieu, La Fin de Satan*), familière (*Les Chansons des rues et des bois*), tonnante et vengeresse (*Les Châtiments*), la poésie de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et l'Histoire tout court. Si, dans la bibliothèque de chaque Français ne pouvait figurer qu'une seule œuvre poétique, ce serait évidemment celle de Victor Hugo.

Mais cette œuvre gigantesque (153.873 vers !) était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des matières de 34 pages.

Ce volume dont nous avons tenu à offrir la primeur à nos lecteurs, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21x27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile, tranche supérieure dorée à l'or fin. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc — le tirage s'épuisant rapidement et le nombre d'exemplaires qui ont pu être mis de nouveau à notre disposition étant limité — de profiter des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service littéraire, 71, rue des Saints-Pères, Paris (6^e), le bon de commande ci-dessous :

BON à adresser à « Tribune Socialiste » (Service littéraire), 71, rue des Saints-Pères, Paris (6^e)

Veuillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo.

Je réglerai en 1 3 10 versements
sauf si je vous renvoie le volume 24 heures après réception.

NOM Profession

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire

Signature :

JULES ET JIM

CURIEX Truffaut. Pour son troisième film, il nous offre une adaptation d'un roman peu connu, Jules et Jim, d'un nommé Rocher ; pour ce roman, dit-il, il eut le coup de foudre ; il a gardé dans son dialogue, dans le commentaire du film, des extraits entiers du texte original.

Il s'agit de l'amitié de Jules, Allemand, ou plutôt Autrichien, émigré en France en 1912, et de Jim, jeune Français. De la bohème joyeuse, cette amitié se développe ; Jules part en Autriche pour la guerre de 1914, qu'ils font chacun de leur côté, il a épousé, avant la guerre, une très belle femme. Après la guerre, Jim vient voir voir Jules dans son pays : le ménage marche mal. Jim devient l'amant de la femme de Jules, avec l'approbation de ce dernier. Et cette femme oscilla, pendant tout le film, entre Jules et Jim, sans compter d'autres aventures mineures, pour aboutir à une fin tragique : le jour où Jim refuse de jouer encore à ce jeu avec elle, elle se tue et entraîne Jim avec elle dans la mort. Jules reste seul.

Sujet, comme on le voit, qui n'est pas tellement conventionnel. Ce qui inspire avant tout l'action de Jules et Jim est le souci de leur amitié, de trouver en toute chose ce qui nourrira, fortifiera cette amitié. Mais le personnage principal ne devient-il pas Kathé, la femme qui oscille de Jules à Jim ? Le fait qu'elle est jouée (très bien) par Jeanne Moreau, tandis que ses deux partenaires sont des acteurs moins connus (et moins expansifs) y est sans doute pour quelque chose, mais aussi une certaine volonté d'éviter toute thèse, de se borner à la description attendrie d'une histoire sentimentale peu banale.

Car si Jules et Jim, avec sa volonté de trouver une issue aux problèmes du couple, avec sa manière de passer outre les préjugés pour aboutir à des solutions qui rendent heureuses — du moins, le moins malheureux possible — les différentes consciences en présence, rappelle un autre film, c'est bien *La Morte-Saison des amours*, de Pierre Kast. Là aussi, nous avons vu des gens se débattre dans les malentendus, l'incompréhension sentimentale ; là encore, l'amitié et la volonté de respecter les autres amenaient à des solutions peu orthodoxes. Mais les différences sont nombreuses. Jules et Jim sont des intellectuels brillants (et contemporains) de Kast ; ce sont des gens qui vivent pendant les « années dix », et il est explicitement précisé à plusieurs reprises que leur effort pour dépasser les conventions habituelles, pour se réinventer, à leur usage, une morale satisfaisante, est voué à l'échec. Par rapport aux personnages de Kast, ceux de Truffaut sont moins lucides, plus déchirés. Et surtout, plus fatalistes. Le drame final, c'est un peu, toute proportion gardée, l'équivalent de la catastrophe qui dans bien des films fantastiques, « punit » le savant trop orgueilleux qui a voulu violer la Nature.

Sans méconnaître ce qu'il y a de peu progressif dans ce fatalisme sentimental (qui est d'ailleurs, notons-le, la position de la plus grande partie des cinéastes psychologues ou moralistes, cf. Antonioni) il serait, je crois, vain d'en faire à Truffaut un procès d'intention, et de boudier pour cela son film. Ce dernier jourmille, en effet, d'images sensibles, justes, vraies, qui touchent en nous des ressources cachées, nous amènent, par surprise, au bord des larmes, au moment où nous nous apprêtons à rire. Ce mélange de tendresse cruelle et d'humour gamin, qui faisait déjà le prix de *Tirez sur le pianiste*, trouvera-t-il cette fois l'accueil qu'il mérite auprès du public ? Il faut l'espérer, et prier que celui-ci, s'il reste rétif aux charmes un peu désuets de la prose de M. Rocher (qui semble un pastiche du Grand Ecart ou de Radiguet) il lui restera les images, dont le langage, ici, est suffisant.

Marcel RANCHAL.

A vous de choisir

Cette semaine nous vous proposons :
● Si vous ne craignez pas les films sérieux :

- L'ANNEE DERNIERE A MARIENBAD (Studio Saint-Germain - Hollywood).
- THE CONNECTION (Agriculteurs).
- VIE PRIVÉE (Berlitz, Bretagne, Paris, West-Pier).
- JUGEMENT A NUREMBERG (Ciné-Ternes).
- UNE FILLE A PARLE (Floride).
- TANT QU'IL Y AURA DES HOMMES (Champs-Élysées).
- LES CANONS DE NAVARONE (Quartiers).
- L'ARNAQUEUR (Le Royal, Miramar).
- LA FIEVRE MONTE A EL PAO (Bikini).
- RIVIERE SANS RETOUR (Mac-Mahon).
- LE DERNIER TRAIN DE GUN-HILL (Ciné-Nord).
- LA NUIT (Ranelagh).
- L'ENCLOS (Latin).
- KANAL (Noctambules).
- LE CUIRASSE POTEMKINE (Saint-Lambert).

● Si vous voulez sourire :

- LES CHERCHEURS D'OR (Pagode).
- MILLIARDAIRE D'UN JOUR (Marbeuf).
- TO BE OR NOT TO BE (Studio Etoile).
- LA DOUBLURE DU GENERAL (Quartiers).
- UNE NUIT A L'OPERA (Champollion).
- CERTAINS L'AIMENT CHAUD (Goncourt).
- L'INCONNU DE LAS VEGAS (République).

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40

(Permanent tous les jours
de 14 h. à 24 h.)

présente
pour une durée limitée

UNE FILLE A PARLÉ

Le film inédit de

A. WAJDA

réalisateur de KANAL

et de

CENDRES ET DIAMANT

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Semaine du 7 au 13 février)

**UNE FEMME
EST UNE FEMME**

La "mission de la France" selon Charles de Gaulle...

DANS son discours du 5 février, le général-président a annoncé qu'« avant la fin de cette année, la majeure partie de notre armée sera stationnée en Europe et en pleine réorganisation. Avant la fin de l'année prochaine, nous disposerons d'un premier élément opérationnel de force atomique ».

Sa volonté de doter la France d'une « force de frappe », le général la justifie ainsi : « Qui peut contester de bonne foi que la France doit être armée, elle aussi, de telle sorte qu'aucun Etat ne puisse penser à la tuer sans risquer lui-même la mort ; que pour sauvegarder la liberté dans l'Univers, la France doit être actuellement l'alliée effective de l'Amérique, tout comme celle-ci doit être la sienne ? »

Pense-t-il sérieusement qu'une France de 46 millions d'habitants puisse « tuer » l'U.R.S.S. avec ses 220 millions d'habitants disséminés sur un territoire égal au sixième du globe ? On peut ainsi ruiner la France. Mais on ne peut pas la défendre avec efficacité, car sa « menace » fera rire les Soviétiques.

Quant aux rapports de la France avec les Etats-Unis et au rôle de la France en Europe, le général n'a fait que répéter ses idées de toujours : il veut diriger l'Europe ; il veut partager avec les Etats-Unis seuls la « direction » du monde occidental.

Il ne s'agit pas là d'une simple confirmation d'une politique extérieure de « grandeur ». C'est une « mission » que notre « guide » a prescrite à la France.

Nous aurons l'occasion d'en reparler.

La demi-rupture des relations diplomatiques avec la Yougoslavie

Le gouvernement français a décidé de ne pas remplacer à Belgrade son ambassadeur décédé. Il a demandé au gouvernement yougoslave de rappeler le sien, de Paris. Les deux pays seront désormais représentés par des « chargés d'affaires ».

Ainsi en a décidé le chef de l'Etat.

Ce n'est pas une « rupture ». Les relations diplomatiques ne sont pas rompues. Mais c'est une façon mineure de les entretenir. On dirait que notre président s'est inspiré de l'exemple de Khrouchtchev à l'égard de l'Albanie...

C'est que le général de Gaulle a décidé de punir Tito pour avoir « reconnu de jure le gouvernement provisoire de la République algérienne ».

La Yougoslavie reconnaît le G.P.

Communiqué

Le P.S.U. apprend avec indignation que M. Darko Cernez, ambassadeur de Yougoslavie à Paris, avait été prié par le gouvernement français de regagner son pays, parce que la Yougoslavie avait décidé de reconnaître le G.P.R.A. avec lequel la France a entamé des négociations.

Le P.S.U. invite tous les amis de la paix à manifester leur sympathie à M. Darko Cernez, soit par lettre, soit en se rendant à l'ambassade.

6 février 1962.

Une délégation du Bureau national, accompagnée de quelques amis syndicalistes, de membres de la Ligue des Droits de l'Homme, etc., s'est rendue, le mercredi 7 février, à 21 h. 10, à la gare de Lyon, départ du « Lombardie-Express », pour apporter à l'ambassadeur de Yougoslavie le salut fraternel du P.S.U.

R.A. depuis longtemps comme un gouvernement de fait. A la conférence de Belgrade des Etats « non alignés » (du 1^{er} au 7 septembre 1961), il avait été décidé de reconnaître le G.P.R.A. officiellement. La Yougoslavie l'a fait. Depuis le mois de janvier, un représentant diplomatique de l'Algérie est établi à Belgrade.

C'est à la suite de cet établissement officiel du diplomate du G.P.R.A. que le gouvernement français a pris les mesures ci-dessus indiquées. A noter que d'autres gouvernements qui ont reconnu également le G.P.R.A. de jure n'ont pas été punis par notre général-président. C'est une question d'humeur. Il « flaire » le communisme à Belgrade...

Or, cette demi-rupture s'est produite la veille du jour où le Président de la République a déclaré officiellement que « l'autodétermination » en Algérie conduirait inévitablement à la « souveraineté » et à « l'indépendance » de « l'Algérie algérienne » !

De sorte qu'en réalité le général de Gaulle ne reproche au maréchal Tito que d'avoir reconnu le G.P.R.A. avant lui...

La coexistence pacifique et la lutte idéologique

Dimanche dernier, toute la réaction — diplomatique et journalistique — a jubilé. La preuve était faite de la duplicité de N. Khrouchtchev.

Cette preuve aurait été apportée par le citoyen Souslov en personne.

Le « théoricien du parti communiste soviétique » a, en effet, prononcé un discours devant les professeurs des sciences sociales, réunis à Moscou pour tirer les conclusions des décisions du XXII^e congrès du Parti, notamment en ce qui concerne l'histoire du Parti, falsifiée par Staline et qui doit être « réécrite ». Souslov a donné à cette occasion des instructions précises pour que la « déstalinisation » ne conduise pas à la remise en question du léninisme. Nous examinerons une autre fois les travaux de cette conférence et les déclarations de Souslov.

Cependant, ce même Souslov aurait déclaré — c'est la radio du 4 février qui nous l'a appris — que la coexistence pacifique entre les Etats « socialistes » et le monde capitaliste était impossible.

Présentée ainsi, la déclaration de Souslov rejoignait les thèses chinoises. Elle démentait radicalement les affirmations de Khrouchtchev.

Le lendemain, la radio a dû rectifier. Souslov a rappelé, a-t-elle dit, que la coexistence pacifique entre Etats ne signifie pas la coexistence pacifique entre idéologies. Malgré cette précision, certains commentateurs persistent à maintenir leur jugement sur le caractère hypocrite des propositions pacifiques de Khrouchtchev.

Je ne jurerais pas que Souslov soit d'accord avec son chef sur tous les points et à 100 p. 100. Les deux contacts que j'ai eus avec lui, en 1956 et en 1959 (Verdier et Savary s'en souviennent aussi), m'ont laissé l'impression que Souslov a un esprit sec. Il vit dans un monde abstrait, au milieu de citations de Lénine et de Staline. Mais il « suit ». Avec un peu de retard, peut-être en ronchonnant, mais il suit Khrouchtchev. Ce dernier, qui n'a rien d'un théoricien, a besoin de Souslov. Ainsi s'explique, me semble-t-il, la collaboration entre un homme d'Etat très sensible aux « réalités » et un homme de cabinet qui ignore tout de la politique.

Cependant, la déclaration de Souslov sur l'impossibilité de la coexistence idéologique entre les deux blocs n'est que la répétition textuelle de l'affirmation de Khrouchtchev. Ce dernier a toujours insisté sur le fait que la coexistence pacifique entre tous les Etats et le désarmement général de tous les Etats ne signifie nullement le désarmement idéologique du bloc communiste devant le bloc capitaliste, ou vice versa. La coexistence pacifique entre les Etats des deux blocs, ajoutait-il, n'exclut

nullement la « compétition économique » entre eux. Khrouchtchev répétait d'ailleurs que, quant à lui, il était convaincu de la victoire du système collectiviste de la production sur le régime capitaliste.

Alors, pourquoi ces cris d'indignation au sujet de Souslov ? Ils sont d'autant plus hypocrites que les mêmes ont approuvé la décision de la conférence de Punta del Este qui a proclamé « l'incompatibilité » du régime cubain avec les principes sur lesquels est fondée l'Organisation panaméricaine. N'est-ce pas une confirmation éclatante des thèses de Khrouchtchev et de Souslov sur la non-coexistence pacifique des idéologies ?

Seulement les Etats-Unis ont voulu aller encore plus loin. Ils espéraient obtenir des vingt-six Etats de l'Amérique latine « des mesures actives contre Cuba ».

Ici, il ne s'agit même plus de lutte idéologique. C'est en fait un acte d'agression contre Cuba que le gouvernement de Kennedy escamptait. Ne l'ayant pas obtenu, les Etats-Unis essayent de réaliser le blocus économique de Cuba par leurs propres moyens.

Ni Khrouchtchev ni Souslov ne vont aussi loin. Ils font une distinction très nette entre la possibilité de mettre fin à la guerre froide et l'impossibilité, pour les communistes (j'ajouterais aussi pour les socialistes), de désarmer idéologiquement en face de l'idéologie bourgeoise des Etats capitalistes.

La provocation et la menace du président de l'Allemagne fédérale

Décidément, les dirigeants allemands ne manquent pas une occasion pour réveiller la méfiance à l'égard de leur pays.

Le président Heinrich Lübke s'est rendu à Berlin-Ouest. C'était déjà un acte contestable juridiquement et inopportun politiquement. Mais la faute ne lui en incombe pas. Trois puissances occidentales avaient refusé d'approuver l'article de la Constitution qui tendait à faire de Berlin-Ouest un Land de la République fédérale. Il leur appartenait d'interdire aussi les visites officielles du Président de la République allemande et du Chancelier...

Une fois à Berlin, le président Heinrich Lübke a éprouvé le besoin de prononcer un discours politique. Ce discours constitue à la fois une provocation et une menace. Provocation à l'égard de l'U.R.S.S. Menace... et peut-être même chantage vis-à-vis des puissances occidentales.

« L'Angleterre et la République fédérale, a-t-il dit, sont des alliées au sein de l'O.T.A.N. Si les puissances occidentales acceptaient un partage permanent de l'Allemagne, les Allemands y verraient une véritable violation de cette alliance. Chacun sait que le peuple allemand veut la réunification. Le peuple allemand est trop grand et trop fort pour accepter docilement son partage. »

M. le président Heinrich Lübke n'est pas content des Etats-Unis. Mais il n'ose pas les mentionner. Avec la vieille Angleterre, en revanche, il ne se gêne pas. Dans la suite du discours, il oppose à l'attitude condamnable (de son point de vue) de la Grande-Bretagne, la « compréhension » et la « fidélité » de... la France.

Je ne commente pas. Mes lecteurs éprouvent certainement le même sentiment que moi.

Le président Heinrich Lübke nous prévient, avec la brutalité d'un Bismarck, que le peuple allemand est « trop grand » et qu'il est « trop fort » pour supporter son actuelle division.

Cela veut dire en bon français que si les « alliés de l'Allemagne » ne l'aident pas à supprimer l'état actuel des choses, l'Allemagne fédérale s'en chargera elle-même. Le résultat sera d'ailleurs le même : la guerre, à laquelle l'Occident sera obligé de prendre part ! A moins qu'il s'agisse d'un chantage. N'obtenant pas satisfaction du côté occidental, l'Allemagne s'entendrait avec l'U.R.S.S....

Aujourd'hui, M. le président Heinrich Lübke revendique seulement la réunification de l'Allemagne. Demain, M. le ministre de la Bundeswehr se substituera à M. le Président de la République pour réclamer, sur le même ton, l'aide des « alliés » pour le rétablissement des frontières allemandes de 1939. Et après-demain, ce même Strauss, ou un de ses généraux ex-hitlériens, ne revendiquerait-il pas le pays des Sudètes ainsi que l'Alsace et la Lorraine ? Il nous parlerait alors, non plus à la manière prussienne de Bismarck — c'est vieillot — mais d'après les clichés immortels du Führer...

Je n'exagère rien : n'est-ce pas déjà en 1951 qu'un ministre de Bonn — il s'agit de M. Jacob Kaiser — a dit textuellement :

« Une Europe véritable ne pourra être formée que lorsque le bloc allemand sera reconstitué. Je vous rappelle que ce bloc comprend, outre l'Allemagne, l'Autriche, une partie de la Suisse, la Sarre, bien entendu l'Alsace et la Lorraine... Quand je pense à la cathédrale de Strasbourg, mon cœur se serre... (1) »

Voilà où nous en sommes dans la dix-septième année après la défaite de l'Allemagne hitlérienne et dans la septième année du réarmement de l'Allemagne fédérale, réarmement voulu par les Etats-Unis et accepté, par faiblesse, par la France et la Grande-Bretagne !

...Au cours de l'année 1962, l'Allemagne de Lübke-Adenauer-Strauss deviendra la plus grande puissance militaire de l'Europe occidentale.

Et je pense aux dizaines de millions d'êtres humains qui ont péri, de 1939 à 1945, dans les combats, sous les bombardements aériens, dans la déportation et dans les « camps de la mort »...

Oreste ROSENFELD.

(1) Je cite d'après la plaquette de mon ami, Charles Lussey : « Sissone et Mourmelon ne sont pas sur la route de la paix », pp. 37 et 38. (A la librairie Gédalge, 75, rue des Saints-Pères, Paris.)

La V^e, vue de l'étranger

De Gaulle a rétabli à l'étranger le prestige de la France par la politique de grandeur. C'est du moins une des affirmations les plus souvent répétées par notre propagande.

La presse étrangère est généralement d'un autre avis. Voici un extrait d'un éditorial, « La maladie algérienne » (28 janvier 1962), du journal suédois « Göteborgs Posten » (libéral) :

« ...Il y a une courageuse petite troupe de journalistes français qui montrent un magnifique courage civique devant les attentats fascistes et les menaces d'assassinat. De vrais et clairvoyants patriotes, hommes et femmes, qui stigmatisent l'impudence des autorités à traduire dans des actes les promesses de mesures énergiques contre les activistes. Des gens qui sont de beaux exemples par leur attitude devant l'insolence des fascistes, et qui cherchent à fortifier une opinion publique hésitante et inquiète devant la carence des tribunaux quand il s'agit de maintenir l'ordre et de faire régner la loi. La justice française d'aujourd'hui moud encore plus lentement son grain que les moulins du Seigneur, et les procès s'accumulent dans les dossiers poussiéreux. Cette « maladie algérienne » attaque durement l'honneur de la France à l'intérieur et à l'extérieur. Aussi longtemps qu'il y aura un groupe d'hommes sans peur pour dire la vérité, tout espoir n'est cependant pas perdu. Ils méritent notre respect ! »